

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'ÉVOLUTION DES CARACTÈRES
DE LA DÉCHÉANCE
DE
LA PUISSANCE PATERNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 21 octobre 1899, à 9 h. 1/2

PAR

VILLEBRUN

Président : M. WEISS, *professeur.*
Suffragants { MM. LÉON MICHEL, *professeur.*
 PLANIOL, *professeur.*

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

L'ÉVOLUTION DES CARACTÈRES

DE LA DÉCHÉANCE

DE

LA PUISSANCE PATERNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 21 octobre 1899, à 9 h. 1/2

PAR

VILLEBRUN

Président : M. WEISS, *professeur.*

Suffragants { MM. LÉON MICHEL, *professeur.*
 PLANOL, *professeur.*



PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1899

INTRODUCTION

« Il y a des orphelins, a dit quelque part Jules Simon, qui ont le malheur d'avoir des parents ».

Au premier abord, cette parole semble paradoxale, mais à la réflexion on ne tarde guère à en sonder toute la profondeur et à s'apercevoir qu'elle n'est malheureusement que trop vraie.

Hélas oui, il est pénible de constater que pour certains enfants, il vaudrait mieux être orphelin que d'avoir les parents que la nature leur a donnés.

Si personne au monde ne s'occupe de l'orphelin, s'il erre abandonné et ne sachant pas chaque matin s'il trouvera le soir une pierre où reposer sa tête, un gîte pour abriter ses membres engourdis par le froid ou paralysés par l'effort constant de la lutte pour la vie, s'il ne sent pas auprès de lui quelqu'un à qui il puisse confier ses angoisses et ses douleurs, du moins il n'a point d'ennemis, il est libre de ses actes, il n'en doit compte à personne, et personne ne peut l'exploiter.

Il est au contraire certains enfants dont les

parents ne s'occupent que pour les rendre malheureux et en abuser. De ceux-là on peut bien dire avec Jules Simon qu'ils sont orphelins. Ils en ont toutes les douleurs. Jamais ils ne sentiront les caresses maternelles répondre à leur premier sourire, jamais la sollicitude d'un père ne guidera leurs premiers pas dans la vie.

Mais ils sont encore bien moins partagés que l'orphelin ; ils ont de plus le malheur d'avoir d'indignes parents. Ils ne sont point libres de disposer de leur personne et tous leurs actes sont contrôlés. Ils en doivent compte aux gardiens que la nature leur a donnés parce qu'elle ne pouvait imaginer que jamais le cœur humain descendrait à ce degré de perversion. Et c'est précisément celui qui devrait adorer cet enfant qui devient son bourreau, trompant ainsi de la façon la plus indigne les grandes lois naturelles que les animaux eux-mêmes ne violent jamais. Il y a là un véritable crime de lèse nature et nous devons nous demander ce que le législateur a fait pour le prévenir ou pour le réprimer.

Quand un crime a été commis, la première idée qui surgit dans l'esprit du législateur tend à punir le coupable d'un châtement proportionné à sa faute. Et cette règle de conduite n'a point été abandonnée dans l'espèce particulière qui nous occupe.

Pour les parents qui martyrisent leurs enfants on a d'abord édicté des peines qui à notre avis n'étaient

point assez sévères. Mais quand bien même elles eussent atteint le degré de sévérité que nous désirions, nous n'en serions pas arrivés pour autant à la solution du problème.

Le législateur en effet ne tarda pas à s'apercevoir qu'il y avait là un crime *sui generis*. Ce n'était pas tout, ce n'était rien de châtier le coupable, il fallait encore, il fallait surtout protéger et sauver la victime.

C'est ainsi que l'on en vint à se demander par quels moyens on pourrait soustraire le martyr à son bourreau, l'enfant à son indigne père !

Et l'on remonta au principe des choses. Où le père se demanda-t-on trouve-t-il le moyen de martyriser son enfant ? uniquement dans l'abus possible de la puissance paternelle. Il était donc de toute nécessité, pour protéger efficacement l'enfance, de soumettre à un contrôle sévère l'exercice de la puissance paternelle et de déclarer déchus des prérogatives que cette puissance comporte ceux qui seraient reconnus en avoir abusé.

Quelle fut la genèse de cette idée depuis le Code pénal de 1810 jusqu'à nos jours ? Comment nos législateurs ont-ils suivant les diverses époques envisagé ce contrôle de la puissance paternelle par les pouvoirs publics : tel sera l'objet de cette étude.

Première partie. — Nous examinerons d'abord les principes posés en la matière par le Code de 1810,

nous en dirons les inconvénients et cette étude nous fera toucher du doigt la nécessité d'une réforme législative.

Deuxième partie. — Puis, pendant une longue période commençant aux environs de 1850 pour se terminer en 1889, nous assisterons au long travail d'enfantement de cette réforme.

Troisième partie. — Quels principes nouveaux la loi du 24 juillet 1889 a-t-elle apportés. Quels en furent les résultats et pourquoi n'ont-ils pas été aussi heureux qu'on était en droit de l'espérer : Tel sera l'objet de notre troisième partie.

Quatrième partie. — Et nous dirons enfin dans quelle mesure la loi de 1898 a comblé les lacunes de celle de 1889. Nous nous demanderons si, avec cette loi, se trouve pour jamais résolu le grave problème de la protection de l'enfance.

PREMIÈRE PARTIE

La déchéance de la puissance paternelle d'après le Code pénal.

CHAPITRE PREMIER

CODE PÉNAL, ART. 335

Il n'y a dans tout le Code pénal de 1810 qu'une seule disposition édictant la déchéance de la puissance paternelle. C'est l'art. 335 ainsi conçu : « Les coupables du délit mentionné au précédent article (1)

(1) Art. 334 C. P. « Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou fortifiant la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 50 fr. à 500 fr. ; si la prostitution ou la corruption a été excitée, favorisée ou facilitée par leurs père, mère, tuteur ou autre personne chargée de leur surveillance, la peine sera de 2 à 5 ans d'emprisonnement et de 300 francs à 1.000 francs d'amende.

seront interdits de toute tutelle ou curatelle et de toute participation aux conseils de famille, savoir les individus auxquels s'applique le § 1^{er} de cet article, pendant deux ans au moins ou cinq ans au plus et ceux dont il est parlé au § 2^e pendant dix ans au moins et vingt ans au plus.

Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre I, titre IX : De la puissance paternelle ».

Il résulte de la combinaison des deux articles que nous venons de citer que sous l'empire du Code pénal, un père ne pouvait être déchu des droits et des avantages de la puissance paternelle énumérés au livre I, titre IX du Code civil, qu'à la condition d'avoir excité, favorisé ou facilité la débauche de son propre enfant.

D'où nous pouvons déduire les caractères de la déchéance à cette époque :

- 1^o Déchéance très rare ;
- 2^o Déchéance partielle.

§ 1^{er}. — 1^{er} caractère : *Rareté*.

Ce premier caractère découle des conditions auxquelles la déchéance de la puissance paternelle était

subordonnée. On exigeait, nous l'avons vu, que les parents fussent des proxénètes à l'égard de leurs enfants. Or quels sont les caractères du proxénétisme : Il suppose d'abord que l'excitation à la débauche a lieu d'une manière habituelle, l'art. 334 du reste le dit en propres termes.

En second lieu, il évoque en l'esprit le fait de conseiller à l'enfant de se livrer à une tierce personne. On a toujours su distinguer le proxénète du simple débauché. Le proxénétisme enfin contient l'idée d'un gain retiré de la débauche d'autrui.

Quelles furent les conséquence d'un tel système ?

Partant de ce principe que l'on se trouvait ici en matière pénale et que par conséquent le texte devait subir l'interprétation restrictive, ces conséquences devaient être désastreuses.

C'est ainsi que pendant de longues années la jurisprudence décida que les parents qui avaient corrompu leurs enfants pour satisfaire leurs propres goûts désordonnés ne tombaient pas sous le coup de l'art. 335. Sans doute il y avait là un attentat à la pudeur, mais non point une excitation de mineurs à la débauche, dans le sens strict du mot. Un père pouvait donc abuser de sa propre fille sans encourir la déchéance de la puissance paternelle. Est-il possible cependant de concevoir un abus plus monstrueux de cette autorité ?

L'injustice était si choquante que la cour de cas-

sation résolut d'y mettre un terme. Dans un arrêt de 1855 (1) elle posa en principe que l'art. 334 était applicable en dehors même de toute idée de lucre.

Certes, si nous ne voulions écouter que nos sentiments nous approuverions entièrement cette jurisprudence. Mais au point de vue du droit strict, nous sommes forcés d'avouer qu'elle a étendu les termes de l'article 334 : or cette extension ne devait pas être faite en matière criminelle.

Mais quand bien même elle eût été permise, cela ne pouvait pas suffire à motiver l'application de l'art. 334, si les deux premiers caractères du proxénétisme que nous avons signalés plus haut ne se trouvaient pas réunis en l'espèce, s'il n'y avait pas en un mot excitation habituelle et au profit d'un tiers.

Or il est certains vices si honteux qu'on ne peut s'empêcher de les cacher et c'est ainsi que tel père abusera de sa fille; parce qu'il sait ou qu'il espère qu'on n'en saura rien, qui ne voudrait pour rien au monde la livrer à une autre personne. Il est des replis du cœur humain presque impossibles à sonder et pour être inconcevable la jalousie du mâle n'en existe pas moins quelquefois chez un père à l'égard de sa propre fille.

De plus « rien n'est plus difficile en fait que la

(1) Cass. 21 avril 1855 (OP. 55, 1.221).

preuve des délits d'habitude. Il en résultait que le plus souvent, faute de preuves suffisantes, les parents échappant à la peine et par suite à la déchéance, pouvaient continuer à leur aise leurs odieuses pratiques » (1).

§ 2. — 2^e caractère : *Déchéance partielle.*

(a). *Déchéance envisagée au point de vue des droits de la puissance paternelle.*

Mais dans les cas très rares où la déchéance pourra s'appliquer, voyons quelle en sera l'étendue.

Puisque le législateur n'a réservé cette déchéance qu'à certains crimes réellement monstrueux, il semble qu'on soit en droit d'espérer que du moins le père reconnu coupable de ces crimes, sera déclaré indigne de ce nom et que par conséquent toutes les prérogatives de la puissance paternelle lui seront enlevées.

Il n'en est rien. Le père proxénète de ses propres enfants n'est déchu que de certains attributs de cette puissance, que de ceux mentionnés au cc. l. 1^{er}, t. IX).

Il sera donc déchu du droit d'exiger de l'enfant

(1) Drücker. La protection des enfants maltraités et moralement abandonnés, p. 66.

honneur et respect (art. 371), du droit de garde, et de celui d'obliger l'enfant à réintégrer le domicile paternel qui n'en est que le corollaire (art. 374).

Lui est enlevé aussi le droit de correction, c'est-à-dire le droit de requérir l'internement de son enfant dans une maison de correction (art. 375 et suiv.).

Il était enfin privé du droit de jouissance sur les biens de son enfant mineur (art. 384 et suiv.).

Mais là se borne l'énumération des attributs de la puissance paternelle contenue au titre IX, livr. 1^{er}.

Et par conséquent le père conservait tous les droits de cette puissance dont il était question dans d'autres titres du cc. (1). Il conservait notamment le droit d'émancipation. Oh ! nous savons bien que MM. Demante et Laurent nous diront à ce propos que le mot émancipation veut dire abdication de la puissance paternelle et qu'on ne peut abdiquer ce qu'on n'a plus.

Nous nous bornerons à répondre que l'article 335 devant être interprété restrictivement, le père conservera tous les droits dont cet article ne prononce pas la déchéance à son égard (2).

(1) Voir sur cette question Duranton, t. III, n° 384. ; Demolombe, t. VI, n°s 361 et 362. ; Aubry et Rau, t. VI, § 552, note 2 ; Demante t. III, n° 114 bis II et 243 bis III. ; Laurent, t. IV, n° 290 ; Baudry t. I^{er}, n° 961 ; Chauveau et Hélie et du Code Pénal, t. IV, n° 1556.

(2) En ce sens. Vallettes Proudhon, t. II, p. 351, note A.

Or ce n'est point au titre IX qu'il est question d'émancipation.

Pour les mêmes motifs, le père conservera encore le droit de consentir même à l'adoption et au mariage. De même du droit d'administration légale organisé par l'art. 389 situé dans le titre suivant.

Ce n'était donc là qu'une déchéance bien incomplète et nous sommes en droit d'être surpris que le législateur ait exigé pour la prononcer que les parents fussent les proxénètes de leurs propres enfants.

(b). **Déchéance envisagée au point de vue des enfants.**

Ce n'est pas tout encore. Envisagée à un autre point de vue, la déchéance était encore sensiblement restreinte : elle n'était encourue en effet qu'à l'égard de l'enfant victime de l'infamie du père (1). D'où la conséquence, le père pouvait violer sa fille aînée et conserver sur la cadette tous les attributs de la puissance paternelle jusqu'à ce que celle-ci ait subi le sort de la première. Mais sans pousser les choses jusqu'à ces conséquences extrêmes, est-ce que la contagion de l'exemple et de la vie en commun obligatoire n'aurait pas suffi à réclamer la déchéance

(1) En ce sens. Demolombe, t. IV, p. 274.; Laurent, t. IV, n° 390 ; Dallôz CP annoté art. 335, n° 23 ; Leloir, C. de la puissance paternelle, t. I, n° 8.

du père indigne comme devant être encourue à l'égard de tous ses enfants ?

Le législateur de 1810 n'en a point pensé ainsi.

Aussi caractériserons-nous d'un mot le système par lui consacré :

1^o Déchéance excessivement rare ;

2^o Déchéance partielle là où elle aurait dû être totale ; déchéance partielle quant aux attributs qu'elle comporte et quant aux enfants vis-à-vis desquels elle est encourue.

Remarquons du reste avec M. Drucker (*opus cit.*, p. 64) que nulle part, sauf dans le cas de l'art. 335, la déchéance n'accompagne la peine principale. Dans le cas de dégradation civique (art. 34) ; dans celui de la privation de certains droits civiques, civils et de famille (42) le condamné ne perdra que le droit de tutelle sur les enfants (et encore si le conseil de famille ne juge pas à propos de le lui conserver). La puissance paternelle lui demeurera entière.

Quant à l'interdiction légale (1) elle n'entraîne qu'une suspension temporaire non de la puissance paternelle, mais de la faculté d'en exercer les droits ; la durée de cette suspension est rigoureusement limitée à celle de la peine afflictive dont le condamné peut avoir été frappé. Encore quelques-uns soutien-

(1) Leloir *op. cit.* t. 1^{er}, n^o 7, p. 6.

nent-ils que l'exercice d'une portion au moins des droits de la puissance paternelle n'est pas incompatible avec l'interdiction légale (1).

Sans doute il y eut jusqu'au milieu de notre siècle un moyen de remédier à ces lacunes de notre loi. C'était aux cas où la mort civile devait être prononcée. Il n'était point douteux qu'elle mit fin à la puissance paternelle.

Mais le remède était bien insuffisant. La mort civile, en effet, n'était prononcée que dans certains cas rares et nettement délimités. Elle fut du reste complètement abolie en 1854. Et c'est ainsi que plus les besoins de protéger l'enfance apparaissaient, moins nombreux devenaient les cas de déchéance de la puissance paternelle !

(1) Villiers. Commentaires de la loi du 24 juillet 89. France judiciaire, 1^{re} partie, pp. 225, § 1, du t. XV ; Comp. Demolombe, t. VI, n^o 364.

CHAPITRE II

ART. 66 C. P.

« Lorsque l'accusé aura moins de 16 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté; mais il sera selon les circonstances remis à ses parents, ou conduit dans une maison de correction pour y être détenu et élevé pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année ».

Tel est le texte de l'art. 66 C. P. Il y avait là un moyen de soustraire l'enfant à ses parents indignes. Ce moyen ne s'imposait pas au juge mais ce dernier était toujours libre de l'employer. Le législateur s'en était remis sur ce point à la sagesse de l'interprète. Ce moyen, on pouvait y recourir dans une foule de cas très différents les uns des autres. L'art. 66 en effet était conçu dans des termes très généraux. Aussi

la Cour de cassation décida-t-elle que l'art. 66 pouvait s'appliquer indistinctement « aux délits comme aux faits qualifiés crimes » ; qu'il pouvait être invoqué « par un prévenu âgé de moins de seize ans même en matière de simple police », même dans les matières régies par des lois spéciales, à moins que celles-ci, par quelque disposition expresse ou tacite, n'en aient ordonné autrement (1).

L'art. 66 nous apparaît donc à première vue comme très efficace pour protéger l'enfance mais à la réflexion ce texte n'est point à l'abri de toute critique.

Nous n'entreprendrons point ici le procès des maisons de correction, cela nous entraînerait trop loin. Et que n'a-t-on pas dit à ce sujet ? S'il nous fallait prendre parti dans le débat, nous nous garderions bien de suivre M. François Coppée dans les exagérations qu'il a commises (2).

Quoi qu'il en soit, et malgré tous les progrès réalisés, il reste vrai que la maison de correction est encore loin d'assurer à l'enfant les soins de l'éducation dont il a besoin. Tout récemment encore, M. Zo d'axa, nous a fait assister au scandale

(1) Cass. 17 avril 1824. Cass. 20 janvier 1837 ; 2 sept. 1842 ; 13 avril 1844 ; 7 mars 1845 ; 22 juin 1855 ; 19 octobre 1856 ; 7 juillet 1864 ; 21 mars 1868. Cass. 20 mars 41 ; 18 mars 42 ; 4 décembre 45 ; 3 février 49 ; 11 janvier 56.

(2) Le coupable.

d'Aniane ce « biribi des gosses », où paraît-il les enfants avaient la moitié de la tête rasée et étaient vêtus d'habits, partie d'une couleur, partie d'une autre. Le Parlement lui même est si convaincu de la nécessité d'une réforme, qu'à la suite d'une interpellation de M. Fournière, M. Charles Dupuy promet une enquête et une commission composée notamment de MM. Voisin, Flandrin, Dufflos, Monod, et de Mme Dupuy, fut aussitôt chargée d'étudier la question de la réforme des colonies pénitentiaires.

Tout le monde est d'accord à sur ce point et malgré les éloges pompeux que M. le professeur Berthelémy (1) et M. Félix Voisin ont fait des maisons de correction, la société générale des prisons est d'avis d'opérer sur ce point diverses réformes. Il s'est dégagé de cette assemblée comme une tendance à faire prédominer l'idée d'amendement sur celle de répression et l'on voudrait créer dans toute colonie un quartier d'observation comme il en existe un actuellement rue Denfert-Rochereau. Toutes ces idées sont excellentes en théorie, mais quand il s'agit de les mettre en pratique on s'aperçoit malheureusement que les locaux manquent et les fonds encore plus.

Il nous faut donc chercher un autre remède.

Puisqu'il est impossible pour le moment du moins

(1) Berthel. Rapport au Congrès de Lyon de 1894, p. 13.

d'améliorer la maison de correction, pourquoi ne chercherait-on pas à l'éviter.

« De tout temps dit M. Berthelemy des parents incapables, mais non indignes se sentant impuissants à élever leurs enfants, mais n'ayant pas la tentation de les exploiter, les ont volontiers mis à la garde d'autrui ; de tout temps il s'est trouvé des couvents et des orphelinats, ou des particuliers disposés à recueillir des abandonnés de cette catégorie et à leur donner et à leur procurer l'éducation qu'ils n'auraient pas trouvée au foyer paternel ».

L'art. 66 permettait-il de recourir à ces tiers de bonne volonté ?

Non et cependant nous sommes convaincus aussi bien que M. Gallois (1), « que l'enfant trouverait au sein d'une société charitable une éducation et des soins que la maison de correction ne saurait lui fournir. Il y aurait surtout pour lui de plus grandes garanties contre la perversion et la contagion du mal, contre les dangers du formalisme administratif ».

L'art. 66 n'indiquait donc que deux mesures à prendre à l'égard de l'enfant acquitté pour avoir agi sans discernement ou bien la remise aux parents ou bien l'envoi en correction.

L'une et l'autre de ces alternatives devaient avoir pour l'enfant les pires inconvénients.

(1) Gallois : *La protection de l'enfance maltraitée*, p. 183.
Vilebrun.

Le plus souvent en effet les jeunes enfants ne sont que ce qu'on les fait ; ils n'agissent pas par eux-mêmes mais bien d'après les conseils qu'ils reçoivent ou les exemples qu'on leur donne. Si l'enfant échoue sur les bancs de la police correctionnelle il est bien rare que les parents soient dignes d'exercer la puissance paternelle.

Et dès lors n'est-ce pas un non sens que de leur rendre l'enfant ?

Sans doute il pourra se faire que dans le ménage l'un des époux seul soit indigne. Admettons que le père seul soit déchu de la puissance paternelle, la situation sera-t-elle meilleure ? Point du tout car « la condamnation n'affaiblit en rien l'autorité maritale. La peine purgée, le condamné reprendra son influence sur sa femme et indirectement son autorité sur son enfant ».

A quoi servira donc en fait la mesure de protection imaginée par le législateur ? En quoi l'enfant se trouvera-t-il protégé contre le retour des actes qui ont amené son père sur les bancs de la police correctionnelle (1) ?

Mais que faire alors ? enlever à la mère l'exercice de la puissance paternelle sous le prétexte que son mari en est déchu, n'était-ce point méconnaître le grand principe de la personnalité des peines et faire rejaillir sur une innocente la faute du coupable ?

(1) Drücher, *op. cit.*, p. 66.

Pouvait-on confier l'enfant à un tuteur ? M. Vazeille n'a pas hésité à soutenir l'affirmative (1) mais il me semble que c'est méconnaître les principes de notre droit civil que de déclarer une tutelle ouverte durant le mariage.

Il y avait donc là toute une série de difficultés que l'art. 69 soulevait sans pouvoir les résoudre.

Ce n'était pas tout encore. L'art. 66 supposait évidemment l'enfant plus ou moins perversi ; il fallait en effet pour qu'il put s'appliquer qu'il y ait été commis une infraction quelconque. Si au contraire il s'agissait d'un enfant bon né de parents mauvais, l'art. 66 n'était d'aucun secours. Nous n'avions pour protéger cet enfant que l'art. 335 du Code pénal et nous avons dit combien cette protection était illusoire. Or l'enfant bon, mais de parents mauvais, n'est-il pas plus digne encore d'être secouru que l'enfant mauvais de parents plus ou moins bons ?

Nous arrivons enfin au plus grave reproche qu'on ait à formuler contre l'art. 66. Si le juge envoyait l'enfant dans une maison de correction cette mesure devait expirer le jour où l'enfant aurait atteint sa vingtième année. « Il résultait, dit M. Gallois (2) de la discordance de cette limite avec l'époque de la majorité que l'enfant retombait pour une année au moins sous l'autorité de son père. Sans doute le jeune

(1) Vazeille, Du Mariage, t. II, n° 433.

(2) Gallois, *op. cit.*, p. 65.

homme pouvait s'y soustraire en contractant un engagement militaire mais la fille !... Et c'est surtout pour elle que l'exploitation était à craindre ; c'est pour elle aussi qu'elle pouvait avoir les conséquences les plus fâcheuses ».

Tel était le système consacré par le Code pénal. Nous en avons analysé les caractères et dévoilé les inconvénients.

Demandons-nous maintenant quels remèdes y furent apportés soit par le législateur, soit par le juge, soit enfin par la charité publique ou privée.

DEUXIÈME PARTIE

Période de transition.

CHAPITRE PREMIER

LÉGISLATION

Pendant la longue période qui s'étend de 1810 à 1889 nous assistons aux efforts de la législation, de la jurisprudence et de la charité faits dans le but de remédier à l'insuffisance du Code pénal. Nulle part n'apparaît une réforme d'ensemble. Il n'y a dans l'œuvre du législateur que des lois éparses, réglant des cas particuliers et ne portant à la puissance paternelle qu'une atteinte souvent bien indirecte. Et pourtant, il sera intéressant dans cette étude de les passer en revue, car elles font apparaître l'évolution lente, le travail de gestation, si je puis m'exprimer ainsi, de la réforme qui devait aboutir en 1889.

Nous ne nous attarderons point à faire le com-

mentaire détaillé des lois qui n'ont eu pour effet que de réglementer l'exercice de la puissance paternelle sans porter une atteinte directe au principe de cette puissance. Cela nous entraînerait hors de notre sujet. Nous nous bornerons donc à en examiner les caractères généraux pour en déduire et n'en retenir que leur effet qui nous intéresse.

Section I.

§ 1^{er}.

Nous citerons tout d'abord les lois du 22 mars 1841 et du 19 mai 1874 sur le travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers.

« Ces lois, dit M. Leloir (1), sont bien le type de celles qui, sans atteindre la puissance paternelle directement, lui font échec cependant en restreignant la liberté du patron, délégué par les père et mère dans l'exercice d'une portion de leurs droits.

« C'est à l'occasion de cette question que se sont fait jour pour la première fois les scrupules tirés des droits du père de famille, scrupules que nul ne connaît plus aujourd'hui grâce à l'heureuse évolution

(1) Leloir C. *De la puissance pat.*, t. I, p. 158.

que nous avons déjà signalée et qui s'est accomplie dans la conscience publique ».

Ces lois avaient pour but de répondre à un besoin nouveau créé par les progrès de la mécanique et par la substitution des machines à vapeur aux machines hydrauliques ou aux simples moteurs à bras infiniment moins dangereux.

De plus ces machines coûtent cher. De là la nécessité d'un travail sans interruption. De là aussi un nouveau danger pour l'enfance nécessaire : le surmenage.

Depuis longtemps déjà l'Angleterre avait essayé de remédier à ces nouveaux dangers d'autant plus nuisibles chez elle que son industrie acquérait un développement qui tenait véritablement du prodige. « Dès le début de ce siècle de nouveaux bills relatifs à cette matière furent promulgués. Malheureusement ils demeurèrent lettre morte faute d'une surveillance de l'Etat qui permit de reconnaître et de réprimer les abus et les infractions (1).

Mais le législateur anglais se ressaisit bientôt et dès 1883 fut promulgué un nouveau bill dont les résultats furent des plus efficaces.

C'est dans ce bill anglais de 1893 que nous trouvons les principes de notre loi du 22 mars 1841. Mais cette loi n'osait qu'avec une extrême timidité imiter le législateur anglais.

(1) Drücher, *op. cit.* p. 77.

Tout d'abord elle n'était applicable qu'à deux conditions qui en restreignaient singulièrement la portée. Elle ne réglementait en effet que le travail dans les mines, manufactures et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, et dans les fabriques qui renfermaient plus de vingt ouvriers » art. 1^{er}.

Et même dans ces conditions le travail n'était absolument interdit qu'aux enfants de moins de huit ans et passé l'âge de 10 ans, la loi ne s'occupait plus de les protéger.

La loi du 19 mai 1874 abordait la question avec plus de fermeté. Elle s'occupait en effet d'une façon générale de tout emploi d'enfants à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers. Elle protégeait les filles jusqu'à leur majorité et même elle interdisait l'admission des femmes de tout âge aux travaux souterrains des mines, minières et carrières. L'âge minimum avant lequel aucun enfant n'est admis au travail est fixé tantôt à dix et tantôt à douze ans.

Dans la loi de 1841 enfin, les contrevenants n'étaient passibles que de peines de simple police ; avec celle de 1874 ils encouraient des peines correctionnelles.

Que devons-nous retenir de ces deux lois (1) ?

(1) Nous savons qu'elles ont été complètement remaniées par la loi du 2 nov. 1892, mais nous ne nous en occupons pas puisqu'elle est postérieure à la réforme de 1889.

Presque rien. C'est à peine en effet si l'exercice de la puissance paternelle se trouve par elles atténué dans la liberté du droit d'éducation. Et cette atteinte déjà si minime n'était encore que bien indirecte ; elle n'arrivait au père que par contre-coup et par suite des mesures imposées aux patrons et chefs d'ateliers.

§ 2. — *Loi du 22 février 1851. Contrat d'apprentis.*

En imposant aux parents le devoir d'élever leurs enfants, le cc. (art. 203) a créé pour eux l'obligation de leur donner une éducation et au besoin de leur faire apprendre un métier qui les mette en état de gagner leur vie.

En principe le législateur a respecté ici la liberté des parents ; à eux de choisir le genre d'éducation qui convient à leurs enfants en s'inspirant de leur conscience, de leur situation sociale et des aptitudes de l'enfant.

Cette liberté absolue, ne pouvait-elle pas devenir un danger pour l'enfant ?

Ne pouvait-on pas craindre que les parents abandonnassent leurs enfants sans leur donner aucune éducation ou en vinssent à les déterminer à rompre leur contrat d'apprentissage avant que l'éducation fût terminée.

Telles sont les difficultés que la loi de 1851 s'est proposé de résoudre.

Elle a pour cela réglé les conditions et la forme du contrat d'apprentissage mais elle a par là-même (et c'est là le seul point que nous voulons retenir, porté une atteinte à la puissance paternelle).

Les parents en effet et alors même que le contrat d'apprentissage (1) aurait été formé sans leur intervention sont liés par lui dans une certaine mesure, car ils ne peuvent le rompre que sous peine de dommages et intérêts.

Il y a là évidemment une atteinte au droit de garde et d'éducation, mais nous convenons que bien souvent cette obligation des parents devait être illusoire. Le patron n'avait pas le droit de rétention sur la personne de l'enfant, et dès lors où était la sanction au cas très fréquent où le père qui réclamait son enfant était insolvable.

§ 3. — *Loi du 23 décembre 1874 relative à la protection des enfants du premier âge et en particulier des nourrissons.*

Aux termes de cette loi les parents ne pouvaient confier la garde de leurs enfants âgés de moins de

(1) Nous remarquons avec intérêt que la loi de 1851 permettait aux associations charitables de conclure de semblables contrats.

deux ans à des tiers sans faire certaines déclarations qui devaient permettre à l'autorité publique d'exercer sur eux une étroite surveillance.

Nous croyons voir ici une réglementation du droit de garde plutôt qu'une atteinte à la puissance paternelle. Aussi n'insisterons-nous pas davantage.

§ 4.

Pour la même raison nous ne dirons qu'un mot de la loi du 28 mars 1882. Cette loi en effet n'a apporté qu'une légère entrave à la liberté des parents sur l'éducation qu'ils doivent à leurs enfants. Elle a établi un minimum de connaissances que les parents sont obligés de faire acquérir à leurs enfants.

On voit par là combien légère est l'atteinte portée à la puissance paternelle.

Section II. — Loi du 5 août 1850.

Jusqu'ici nous n'avons trouvé dans l'œuvre du législateur que des atteintes bien indirectes à la puissance paternelle. Mais d'autres lois eurent pour résultat direct la déchéance partielle ou même totale de cette puissance.

La loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patro-

nage des jeunes détenus permettait malgré la puissance paternelle de pourvoir à la garde et à l'éducation, non seulement des enfants condamnés, mais aussi des enfants simplement envoyés en correction et par conséquent reconnus non coupables (1).

La puissance paternelle subissait de ce chef d'importantes restrictions.

Ainsi des parents étaient privés du droit de garde et de ceux qui n'en sont que les accessoires. J'ai nommé les droits d'éducation et de correction.

Bref ils étaient déchus de tous les droits dont l'exercice était incompatible avec l'internement de leurs enfants.

Mais là où la loi de 1850 a surtout innové, c'est en des dispositions sur la libération conditionnelle.

Aux termes de l'art. 9 l'enfant condamné ou envoyé en correction, peut, à titre d'épreuve, être l'objet d'une libération provisoire. Il est alors remis à sa famille ou placé chez un patron investi du droit de garde et d'éducation.

Mais dans l'une et l'autre de ces hypothèses l'administration exercera toujours un contrôle : sévère et pourra dans tous les cas où elle le jugera utile, réintégrer l'enfant dans la colonie pénitentiaire.

Il y avait là une idée neuve et fertile en progrès.

(1) *Bulletin Soc. Générale des Prisons* 1888, p. 799.

Malheureusement la loi de 1850 ne disait pas que le placement de l'enfant dans une société de patronage pouvait durer jusqu'à ses 21 ans. La société était donc liée par l'art. 66 et à 20 ans la jeune fille pouvait être réclamée par un père indigne.

L'art. 19, il est vrai, était un remède à cette situation. Il plaçait le jeune libéré pendant 3 ans sous le patronage de l'assistance publique.

Mais le remède fut illusoire car le législateur avait eu la malencontreuse idée de s'en remettre au pouvoir exécutif du soin d'organiser ce patronage par décrets. Or, ces décrets dorment un profond sommeil dans les cartons ministériels.

Nous pourrions adresser à la loi de 1850 bien d'autres critiques mais nous ne voulons point nous laisser entraîner. Serrons donc de plus près notre sujet.

Au cas où l'enfant était placé chez un tiers, les droits de l'administration subsistaient. Elle ne faisait qu'en déléguer l'exercice à ce tiers ; à l'égard des parents, la restriction de la puissance paternelle n'avait pas changé.

Par contre dans les cas où l'enfant était rendu à ses parents, ceux-ci recouvraient le droit de garde *sui generis*, précaire et provisoire, par le fait du droit de contrôle supérieur réservé à l'administration.

Cette atteinte à la puissance paternelle n'était...

pas sans quelque originalité, car « si la faculté dont est investi l'administration de reprendre l'enfant en cas de mauvaise conduite, peut, au point de vue moral, fortifier l'autorité paternelle (1), il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue juridique on aboutit à cette situation assez bizarre d'un père de famille investi en quelque sorte par l'autorité publique d'un droit de garde sur son propre enfant (2).

Enfin le jeune détenu pouvait après avoir obtenu sa libération anticipée, obtenir l'autorisation de contracter dans l'armée un engagement volontaire ; c'était encore une atteinte à la puissance paternelle ; le jeune homme n'avait pas besoin du consentement de son père pour entrer dans l'armée et comme il devait, d'autre part, atteindre sa majorité pendant son séjour au régiment, il était définitivement sous trait à l'autorité paternelle.

Telles sont dans leur ensemble les restrictions apportées à la puissance paternelle par la loi de 1850. Il nous faut attendre jusqu'en 1874 pour voir le principe de la déchéance nettement posé dans la loi.

(1) Circulaire du 11 mars 1876 (Leloir, t. I, p. 205).

(2) Nourrison. — *Etude critique de la puissance paternelle*
p. 135.

§ 2. — *Loi du 7 décembre 1874 sur les enfants employés dans les professions ambulantes.*

Aux termes des articles 2 et 3 (*in fine*) de cette loi, les parents qui avaient livré leurs enfants de moins de 16 ans aux entrepreneurs de spectacles ambulants ou qui les auront employés à la mendicité habituelle « pourront être privés de la puissance paternelle ».

A comparer ce texte avec l'art. 335 Code pénal la déchéance de la puissance paternelle nous apparaît avec des caractères nouveaux.

1^{er} caractère : Déchéance facultative.

Nous avons vu en effet que sous l'empire du Code pénal la déchéance résultait *ipso facto* de la condamnation elle-même. Elle s'imposait au juge quand les éléments du délit se trouvaient réunis et constatés.

Ici rien de pareil : le législateur a employé le verbe « pouvoir » et non le verbe « devoir ». La déchéance qu'il édicte n'est donc que facultative.

2^e caractère : Déchéance totale.

1^o Quant aux droits. — D'autre part le Code pénal ne privait les parents que de certains droits. Ceux énoncés au titre IX et que nous avons mentionnés plus haut.

La loi de 1874 au contraire ne fait aucune distinction entre les divers attributs de la puissance paternelle. On peut donc en vertu de cette loi les leur enlever tous indistinctement.

2° *Quant aux enfants.* — Enfin avec le Code pénal l'enfant victime seul était protégé (V. *suprà*). La déchéance édictée en 1874 peut s'éteindre à l'égard de tous les enfants nés et à naître.

Ainsi la déchéance revêt deux caractères nouveaux ; d'obligatoire, elle devient facultative et de partielle, totale quant aux droits qu'elle comporte et quant aux enfants sur lesquels elle s'exerce.

Nous ne ferons pas ici la critique de cette innovation. Il nous suffit pour l'instant de relever le trait original de la loi de 1874, car nous verrons bientôt quelle en fut l'influence sur le législateur de 1889. C'est à cet endroit et par voie d'analogie que nous porterons notre jugement sur l'œuvre de 1874.

Toutefois nous remarquerons dès maintenant que la loi de 1874 ne pouvait avoir par son objet et son titre mêmes, qu'un cadre restreint. Il fallait pour tomber sous le coup de cette loi que les parents exerçassent eux-mêmes la profession « d'acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux ou directeurs de cirques », ou qu'ils livrassent leurs enfants à des gens exerçant ces professions ou bien encore qu'ils employassent leurs enfants à la mendicité habituelle.

Ce ne sont là il faut bien l'avouer que des cas relativement rares et dans combien de circonstances la déchéance aurait-elle dû être encourue, que la loi de 1874 ne prévoyait même pas !

Du reste même dans le cadre restreint de son objet la loi de 1874 fut rarement appliquée car le législateur avait négligé de faire connaître le mode de dévolution des droits enlevés aux pères et mères et de créer les ressources financières pour l'exécution de la loi (1).

§ 3. — Conclusion.

Telle fut jusqu'en 1889, l'état de la législation en matière de déchéance de la puissance paternelle. Ce rapide exposé nous permettra de constater que nulle part le législateur n'eut l'idée d'opérer une réforme d'ensemble. Les lois que nous avons examinées visent toutes des cas particuliers et « faute d'un principe général, elles ont laissé sans solution pratique un grand nombre de questions intéressantes » (2).

Toutes ces espèces délicates et infiniment nombreuses ne pouvaient que retomber sous le coup des

(1) *Bull. pris*, 1880, p. 328 et s., 372, 569. Leloir *op. cit.* t. I, n° 9.; Drucher *op. cit.* p. 102.

(1) Drücker *op. cit.* p. 103.

art. 335 et 66 du Code pénal. Nous en avons dit tous les inconvénients et puisque le législateur n'a rien fait pour les éviter quels furent dans ce sens les efforts de l'interprète et de la charité publique et privée.

CHAPITRE II

JURISPRUDENCE

Les efforts de la jurisprudence pour combler les lacunes de la législation tendirent à deux buts différents.

Section I. — Extension des art. 334-335.

Nous avons déjà signalé le premier ; il consistait à étendre le plus possible la sphère d'application des art. 335-334 du Code pénal. Nous avons vu que la Cour de Cassation décida d'abord que l'art. 334 pouvait s'appliquer en dehors de toute idée de lucre (1). C'était déjà sortir du texte, mais poussé

(1) V. S. p. 5, Cass. 21 avril 1855 : « Le délit puni par l'art. 334 existe quel que soit le mobile qui ait fait intervenir l'intermédiaire dans l'intérêt des passions d'autrui, et quand même un vil trafic y serait étranger ».

par le très louable désir de réfréner la débauche et la corruption, elle se laissa entraîner encore plus loin.

Par une série d'arrêts rendus de 1850 à 1865, la Cour de Cassation décida successivement « que le délit d'excitation à la débauche des mineurs existe toutes les fois que le prévenu a été l'agent intermédiaire des actes de débauche et de corruption quand même ces actes auraient été organisés par lui pour la satisfaction de ses passions personnelles et sans y rattacher les vues d'un trafic : qu'ainsi le délit existe dans le fait de celui qui, après avoir à différentes fois, réuni plusieurs jeunes gens mineurs, s'est livré en leur présence sur la personne de chacun d'eux à des actes de débauche et à tenu des discours capables de les pervertir (1).

L'article 334 devait encore s'appliquer au fait par un individu de s'être livré à des actes d'impudicité sur sa personne en présence de jeunes filles qu'il attirait SÉPARÉMENT près de lui, dans le but de corrompre leur imagination et en employant des agents intermédiaires (2).

Au fait de celui qui tout en ayant pour but dans les faits incriminés, de satisfaire ses propres passions, a fait commettre à des jeunes filles entre elles des actes de débauche (3).

(1) Cass. 23 août 1855 ; 10 janvier 56 ; 22 février 65.

(2) Cass. 13 nov. 1856 ; S. 57, I, 490.

(3) Cass. 21 avril 1855 ; S. 55, I, 614 ; D. P. 55, I, 221.

Au fait de celui qui a préparé, combiné, et habituellement ménagé en sa présence des rapprochements obscènes entre des filles publiques et des jeunes gens mineurs pour exciter sa lubricité et satisfaire ses goûts désordonnés (1).

En un mot d'après la jurisprudence les actes de séduction personnelle échappaient seuls à l'application des articles 334, 335. La mesure de ce système nous est révélée par un arrêt du 15 mars 1860 décidant que « ne tombait pas sous le coup de l'article 334 le fait de l'individu qui dans le but de se procurer une satisfaction coupable initie aux idées et aux images du vice soit par des discours obscènes ou lascifs, soit par des gestes, des attitudes ou des démonstrations matérielles, des jeunes filles confiées à sa surveillance, en ayant soin de les isoler les unes des autres ».

Critique. — Nous avons déjà dit plus haut que cette théorie de la jurisprudence était arbitraire et interdite ici puisqu'il s'agit d'une peine à étendre. Nous pensons avec M. le procureur Dupin « que la question n'est pas de savoir si un fait est honteux ou immoral mais s'il est prévu et puni par la loi criminelle (2).

(1) Cass. 23 août 55 ; S. 55, I, 847 ; 10 janvier 56, S. 56, I, 382.

(2) Cass. 26 juin 1838 ; S. 38, I, 565 ; Réquisitoire Dupin.

A notre avis le législateur n'a voulu réprimer par l'article 334 que les faits de proxénétisme proprement dit. S'il avait eu l'intention d'atteindre le débauché, pourquoi aurait-il exigé l'habitude ? Ce mot évoque avant tout en notre esprit l'idée de métier. Aussi bien que signifierait alors la limite d'âge que contient l'article 334 ? Le fait de se livrer à un commerce charnel avec une jeune fille de 20 ans par exemple peut être reprehensible au point de vue de la morale, mais le législateur n'a pas à s'en occuper. Il peut et doit au contraire atteindre le proxénète quand même ses victimes auraient cet âge car c'est le métier qu'il réprime alors. La peine ici n'est plus pour protéger la victime, mais pour châtier le coupable. « Etendre du reste l'article 334 en dehors du proxénétisme, c'est se laisser conduire aux conséquences les plus absurdes et les plus contradictoires. Un individu aura un commerce charnel avec une jeune fille honnête de 13 ans révolus, sans un jour de plus, la loi ne l'atteindra pas. Elle frappera au contraire celui qui se livrera à des actes de débauche avec des prostituées de 20 ans et 2 mois (1).

Nous ne saurions donc approuver le système de la jurisprudence ; nous l'excusons bien volontiers, mais au nom du droit, nous ne pouvons que regretter qu'une telle pratique n'ait pas trouve sa justification dans la loi.

(1) Gallois, *op. cit.* p. 51, Dic. Limoges 6 juin 87.

**Section II. — Système du contrôle des tribunaux
dans l'exercice de la puissance paternelle.**

Vivement ému des lacunes de la législation et témoin chaque jour d'abus criants dans l'exercice de la puissance paternelle le juge s'arrogea peu à peu le droit d'intervenir dans les rapports entre parents et enfants, et de réprimer les injustices qu'il constatait.

Quand la santé ou la moralité de l'enfant lui semblaient compromises, le juge n'hésitait pas à enlever aux parents le droit de garde.

De même si les parents interdisaient sans motif toute communication des enfants avec leurs ascendants, les tribunaux intervenaient encore pour retirer au père son droit de veto à cet égard.

C'étaient là de graves atteintes à la puissance paternelle et nous devons nous demander, si au point de vue juridique le juge avait le droit de les lui porter. Les deux opinions contraires ont été soutenues. Nous exposerons les arguments de l'affirmative et en les réfutant successivement nous prendrons parti dans le débat.

Ces arguments peuvent se ramener à quatre.

a) On a d'abord invoqué la tradition coutumière. Dans l'ancien droit, disait-on, les Parlements avaient

le droit d'intervenir dans les rapports entre parents et enfants, et ils le faisaient fréquemment pour réprimer les abus qu'ils voyaient commettre dans l'exercice de la puissance paternelle et confier à un tiers, à un orphelinat ou à un prieuré la garde de l'enfant maltraité.

Ce que les parlements d'autrefois faisaient légalement ne peut être interdit à nos juges actuels. Cet argument ne nous paraît pas probant.

On a dit pour le réfuter que la magistrature de cette époque formant une caste spéciale et héréditaire conférant à ses titulaires une véritable noblesse portant très haut le « *cedant arma togæ* » des anciens romains ; on a dit qu'une semblable magistrature offrait de telles garanties d'impartialité qu'on pouvait sans crainte lui donner un pouvoir discrétionnaire de réglementation.

Je ne ferai pas à nos magistrats l'injure d'adopter une telle opinion. Je pense que les traditions d'honneur et d'impartialité n'ont fait que se fortifier dans leur cœur et la prévarication j'en suis certain était plus fréquente sous Louis XIV et sous Louis XV que de nos jours.

Quoi qu'il en soit le souffle révolutionnaire a passé sur l'ancien régime, et le législateur de 1804 (1) a formellement refusé aux juges futurs ce pouvoir de

(1) Code Civil, art. 5.

réglementation que la coutume conférait aux anciens parlements. Le juge d'aujourd'hui est donc lié par le texte. Il n'a plus l'impérium des magistrats romains qui s'était perpétué au sein des anciens parlements. Et c'était là la conséquence forcée de la codification de nos lois sans que, je le répète cela implique la moindre défiance sur l'impartialité des juges.

Puisque la révolution a fait table rase du passé sur ce point, la tradition coutumière ne saurait donc être invoquée.

B) En second lieu, on a voulu tirer argument des travaux préparatoires du C. C.

Au sein du tribuna^t le premier consul s'est élevé maintes fois contre le despotisme paternel. Peut-être après 1811 eût-il tenu un tout autre langage ! Dans tous les cas Tronchet lui riposta que « l'enfant n'appartenait qu'au père » et l'assemblée ne s'est point prononcée sur le point de savoir lequel des deux avait raison. — L'idée première de notre Code nous apparaît donc comme bien incertaine et il nous semble téméraire d'en tirer un argument pour créer une déchéance quelque partielle qu'elle puisse être.

Qu'importe, du reste, la préoccupation initiale si elle ne se reflète pas dans la loi qu'elle a enfantée ?

Voyons donc les textes :

Ici encore nos adversaires nous disent : Il y a dans le C. C. plusieurs textes qui supposent le droit d'in-

tervention des tribunaux. Ce sont les art. 203, 302. 444, on peut tirer de ses applications particulières un principe général sur lequel repose notre opinion et qui est ainsi contenue dans la loi elle-même.

Voyons si la conclusion n'excède pas les prémisses :

L'art. 203 crée pour les parents l'obligation « de nourrir, entretenir et élever leurs enfants ». Sans doute, mais où la sanction de ce texte est-elle écrite dans la loi ? Si le père ne remplit pas ces devoirs la mère aura-t-elle une action en justice pour l'y contraindre ? Point du tout. Et dès lors, comment prétendre que le ministère public aura en vertu de ce texte, un pouvoir qui est refusé à la mère et à l'enfant lui-même, c'est-à-dire aux principaux intéressés ? Remarquez du reste que l'art. *suivant* pose formellement le principe que « l'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement ».

L'art. 203 nous semble donc quelque peu équivoque. Nous pensons que le législateur a voulu créer pour les parents une simple obligation naturelle. Il y avait là une foule de points de détail dont la réglementation était délicate : Le premier consul y appela souvent l'attention des rédacteurs du Code, mais par suite d'omission ou de mal entendu cette réglementation n'a jamais été faite. On ne saurait donc induire de ce silence et de cet oubli que le lé-

gislateur ait voulu donner aux tribunaux un pouvoir général de contrôle, que lorsqu'il a, au contraire, pris soin de limiter leur rôle aux cas spéciaux qu'il a spécialement indiqués dans les art. 302 et 444 » (1).

L'art. 302 dispose : les enfants seront confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le tribunal, sur la demande la famille ou du ministère public n'ordonne pour le plus grand avantage des enfants que tous ou quelques-uns d'eux seront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne ».

Voilà encore, nous dit-on, une explication du principe générale. Ce texte attribue aux tribunaux un certain pouvoir de contrôle et de réglementation en cas de divorce. Il suppose donc ce pouvoir reconnu.

Le raisonnement nous semble vicieux. L'art. 302 vise un cas particulier, on ne saurait donc en induire un principe général qui s'appliquerait en dehors du divorce ou de la séparation de corps. Et même si le législateur a éprouvé le besoin de confier dans certains cas déterminés un pouvoir spécial à la magistrature, c'est évidemment qu'en dehors de ces cas celle-ci ne saurait le revendiquer. Si le raisonnement de nos adversaires était exact l'art. 302 serait d'une parfaite inutilité.

Reste l'art. 444 aux termes duquel les gens d'inconduite notoire ou dont la gestion attesterait l'inca-

(1) Nillus : *Déchéance de la puissance paternelle*, n° 27.

pacité ou l'infidélité sont exclus de la tutelle ou même destituables.

L'argument qu'on prétend tirer de ce texte est le même que précédemment. Là encore on persiste à trouver l'application d'un principe général. Aussi notre réponse sera-t-elle identique. L'art. 444 lui aussi ne vise qu'un cas particulier et même sans analogie avec l'espèce qui nous préoccupe car la puissance paternelle n'est pas une tutelle.

Nous arrivons donc à cette conclusion que tous les textes invoqués par l'opinion que nous combattons sont équivoques ou qu'ils visent des espèces particulières. Nous sommes donc contraints d'avouer que le pouvoir de contrôle que la magistrature s'est arrogé n'est écrit nulle part dans la loi.

Et cependant la jurisprudence s'est maintenue très ferme sur ce point pendant près de 80 ans. C'est qu'en effet de très grandes considérations morales militent en faveur de la théorie du contrôle. « Il faut venir au secours de l'enfant, dit M. Demolombe (1), la raison, la morale, l'humanité même l'exigent dans l'intérêt de l'enfant, de l'ordre public. Mais il n'y a pas de texte ! Comment faire ? Nous ferons comme nous pourrons ! mais il faut absolument, je le répète que nous en venions là ! »

Qu'il nous soit permis de douter de la valeur ju-

(1) Demol. t. II, n° 637 et suiv. ; Voir aussi Aubry et Rau, t. VI §§ 550, 8, 551 ; Boistel p. 214.

ridique de cet argument. Sans doute les considérations de « moralité et de haute justice » doivent-êtrc prises en considération, mais c'est le législateur qu'elles doivent inspirer : quant au juge il est lié par le texte.

Et pourquoi donc si telle n'est point la vérité, la Cour suprême a-t-elle cassé l'année dernière les jugements du tribunal de Château-Thierry qui certes étaient basés sur les mêmes motifs d'humanité que l'on invoque ici ?

Qu'on ne vienne donc pas nous dire que le rôle de la jurisprudence est précisément de développer les principes, et d'en tirer les conséquences qu'on n'avait pas aperçues tout d'abord et qu'a révélées plus tard la pratique des affaires.

Sans doute, mais cette idée n'est exacte qu'à la condition de trouver ces principes écrits dans la loi. Développerez-vous quelque-chose qui n'existe pas ?

Il ne s'agit donc point de discuter ce que le C. c. aurait dû faire, mais de constater ce qu'il a fait. Or rien n'est écrit dans le texte. La théorie de la jurisprudence a donc créé la loi sous le prétexte de l'appliquer.

Et cependant c'est à regret que nous en arrivons à cette conclusion rigoureuse car le système du contrôle admis par la jurisprudence rendait les plus grands services. Il permettait une déchéance de la puissance paternelle, flottante, variable, au gré

et suivant les exigences des espèces. Il permettait une individualisation complète de la peine et de la mesure protectrice. Malheureusement il était arbitraire. Tels furent donc dans la pratique les véritables caractères de la déchéance de la puissance paternelle avant 1889.

Nous nous demanderons bientôt si même près après 1889 les tribunaux peuvent encore y recourir.

CHAPITRE III

INFLUENCE DE LA CHARITÉ PUBLIQUE ET PRIVÉE

Et pendant de longues années l'enfant restait sans protection. Cet état de choses ne pouvait manquer d'alarmer tous les cœurs généreux (et ils sont légion), dont le perpétuel souci est de secourir les petits et les humbles.

Aussi chercha-t-on de tous côtés le moyen de combler les lacunes de notre législation.

Nous avons constaté plus haut avec M. Berthelemy (1), qu'il s'est toujours rencontré des orphelins et des personnes généreuses pour recueillir les enfants des parents malheureux mais non indignes. Il y avait là une sorte de cession de la puissance paternelle et cette cession était de la plus grave efficacité pour l'enfant, si l'on se trouvait, comme nous l'avons supposé en présence de parents non indignes, mais malheureux.

(1) Berthelemy : Rapport au Congrès de Lyon de 1894, p. 13.

Malheureusement les enfants les plus dignes de pitié ne sont-ils pas ceux dont les parents escomptent l'adolescence et la beauté pour vivre « de leurs rentes » c'est-à-dire du produit de la prostitution de leur fille.

Pour ceux-là la cession de la puissance paternelle dont nous venons de parler peut encore intervenir et intervenait souvent mais ce n'était chez ces parents indignes qu'un calcul honteux : ils y trouvaient en effet le moyen de faire élever leurs enfants sans bourse délier : « tant que l'enfant, dit M. Drucker (2), encore en bas âge était incapable de gagner sa vie et surtout incapable de leur rapporter aucun profit ils n'hésitaient aucunement à l'abandonner aux établissements ou aux personnes charitables qui consentaient à en assumer la charge. Mais le jour où par suite des sacrifices faits pour lui par ses bienfaiteurs, l'enfant devenait « une valeur » au sens économique du mot, alors, comme par enchantement, le sentiment paternel semblait renaître au cœur du père qui l'avait abandonné et celui-ci venait le réclamer avec des protestations de tendresse et d'affection ». Et le bienfaiteur savait que l'enfant, n'était réclamé que pour être dressé au vol ou à la prostitution.

Ainsi tous les efforts qu'il avait faits pour préserver cet enfant de la contagion et en faire un

(2) Drucker ; *op. cit.* p. 143.

honnête citoyen allaient être réduits à néant en quelques jours par l'abus le plus monstrueux qui se puisse concevoir de la puissance paternelle.

Il y avait là de quoi désespérer les plus philanthropes et les plus généreux. Mais loin de se décourager on chercha par divers moyen à éviter ce fâcheux résultat.

L'administration tout d'abord essaya de se soustraire à la remise de l'enfant en invoquant le décret du 19 janvier 1811. L'art. 21 de ce décret dispose, en effet, que « avant d'exercer aucun droit les parents devront s'ils en ont les moyens rembourser toute dépense faite par l'administration publique ou par les hospices » ; « et que dans aucun cas, un enfant dont l'administration aura disposé ne pourra être soustrait aux obligations qui lui auront été imposées ».

Toute la question était là : Si l'administration n'est pas remboursée, a-t-elle un droit de rétention sur la personne de l'enfant ? Or la négative est certaine. Un droit de rétention s'exerçant sur une personne constitue une dérogation des plus graves aux principes actuels de l'ordre public. C'eût été nous ramener à l'époque de la *manus injectio* des Romains et il ne pouvait se rencontrer un seul tribunal pour interpréter le décret de 1811 dans le sens qu'on lui prêtait.

Il en fut de même de l'ordonnance de 1823 qui

« par une nouvelle mesure arbitraire, prétendit exiger tout au moins des parents la présentation d'un certificat de moralité. Cette exigence dénuée de toute valeur légale ne fut jamais sanctionnée par aucun tribunal » (1).

Aussi l'administration chercha-t-elle dans la pratique à tourner la difficulté sans invoquer aucun texte.

Dès longtemps on avait créé à Paris notamment des bureaux d'abandon où l'on imposait aux parents des conditions spéciales.

Les principales ou les plus fréquentes étaient que :

1° Ils ne sauraient jamais le lieu du placement de l'enfant ;

2° Ils n'en recevraient des nouvelles que quatre fois par an ;

3° Ces nouvelles se borneraient à leur faire savoir seulement si l'enfant était mort ou vivant.

Et dès cet engagement souscrit on envoyait l'enfant en province et de préférence dans un département éloigné.

Mais tout ceci n'était que de la pratique : en droit les parents conservaient toujours le droit de revendication et par conséquent le remède était illusoire. On songea alors à faire signer aux parents

(1) Drücker ; *op. cit.* p. 145.

une décharge du droit de garde et d'éducation. Nouvelle peine perdue, car cette convention portant sur un bien hors du commerce ne pouvait juridiquement produire aucun effet.

En vain essaya-t-on de renforcer la vertu du décret de 1811 en faisant contracter aux parents un engagement formel de rembourser tous les frais occasionnés par l'enfant dont ils sollicitaient la remise.

Au point de vue juridique cet engagement était parfaitement licite, mais en fait il était illusoire lorsque l'administration ou la société charitable n'avaient vis-à-vis d'eux que des parents insolvables,

Le décret de 1811, déjà avait prévu le cas et ne devait pas s'appliquer si les parents ne pouvaient à raison de leur indigence rembourser les frais. C'était bien avouer que l'administration ne pouvait prétendre à aucun droit de rétention sur la personne de l'enfant.

Or ce que le décret de 1811 n'a pu faire comment un engagement contractuel pourrait-il le produire ?

L'engagement relatif aux frais échouait donc pour la même raison qui avait rendu inutile et inapplicable le décret de 1811 : il était sans effet à l'égard des parents miséreux, c'est-à-dire 99 fois sur 100, car les parents dans l'aisance n'éprouvent pas la tentation d'exploiter leurs enfants. Il faut pour cela être passé par l'aiguillon de la misère. Allait-on demander à la justice de sanctionner l'engagement

souscrit par le père ? L'œuvre gagnera son procès mais perdra l'enfant. Pourquoi plaiderait-elle puisqu'elle est d'ores et déjà certaine de ne pas atteindre le véritable but qu'elle poursuit ?

La situation était encore évidemment pire pour les établissements de charité privée.

« Parfois en effet l'administration refusait résolument à un père indigne de lui rendre son l'enfant, au risque d'un procès dont elle savait bien que l'issue leur serait défavorable, mais que bien souvent on n'osait pas entamer contre elle.

« Les sociétés de patronage et les particuliers n'osaient pas employer ce moyen hasardeux » (1).

Il fallait donc trouver un autre remède et puisque le principal obstacle à vaincre résidait dans le droit suprême du père, l'idée devait peu à peu s'imposer d'organiser la déchéance de la puissance paternelle. Le législateur français pouvait du reste s'inspirer des législations étrangères qui presque toutes avaient déjà organisé un contrôle plus ou moins étroit de l'autorité paternelle.

(1) Drücker, *op. cit.* p. 145.

CHAPITRE IV

DROIT COMPARÉ

Italie. — Après avoir reconnu au père de famille un droit de correction presque analogue à celui consacré par le législateur français, le Code italien de 1865 a consacré formellement le droit d'intervention des tribunaux.

L'art. 221, § 2 est ainsi libellé : « Lorsque de justes motifs rendront nécessaire l'éloignement du fils de la maison paternelle, le président sur la demande des parents ou même du ministère public, après informations prises sans formalités judiciaires, y pourvoit de la manière la plus convenable sans motiver son ordonnance ». Grâce à ce texte le ministère public pourra prendre l'initiative de soustraire l'enfant aux mauvais exemples et à la contagion qui peuvent résulter pour lui de l'inconduite de ses parents. Les tribunaux peuvent encore en cas de négligence ou d'abus de la part du père lui enle-

ver tel ou tel attribut de la puissance paternelle, le droit d'administration par exemple.

En effet l'art. 233 dispose : « Si le père ou la mère abuse de l'autorité paternelle par la violation ou la négligence de ses devoirs ou par une administration mauvaise des biens de l'enfant, le tribunal sur la demande des parents les plus proches ou même du ministère public peut nommer un tuteur à la personne de l'enfant, ou un curateur à ses biens, priver l'auteur de l'usufruit en tout ou en partie, et prendre toute autre mesure qu'il jugera convenable dans l'intérêt de l'enfant ».

Enfin la déchéance elle-même de la puissance paternelle est reconnue par le législateur italien. Elle résulte *ipso jure* de la condamnation du père pour viol, corruption de mineurs, outrage à la pudeur et excitation à la débauche, et cela sans distinguer si le délit ou le crime a été commis sur la personne d'un enfant ou sur celle d'un étranger.

Elle résulte encore la peine de l'ergastolo, ou de la réclusion.

Enfin, elle peut aux termes de l'art. 392 du Code pénal italien de 1889, être prononcée à l'égard des ascendants condamnés pour mauvais traitement envers leurs enfants.

Hollande. — Les art. 357, 360 du Code civil hollandais consacrent implicitement le droit d'interven-

tion des tribunaux. A eux de décider quand l'incapacité ou l'indignité du père devra être considérée comme impossibilité pour lui d'exercer ses droits. A eux aussi de statuer sur les demandes d'envoi en correction. Quel que soit l'âge de l'enfant le père ne pourra jamais, comme en France, agir par voie d'autorité et c'est le tribunal tout entier et non pas seulement le président (1), qui connaîtra de l'affaire. Du reste l'enfant pourra toujours interjeter appel de la décision. Et le juge supérieur ne statuera qu'après avoir entendu les parents et le ministère public.

Ici aussi la déchéance de la puissance paternelle est consacrée par le Code pénal (art. 335 et 28). Elle résulte notamment de la dégradation civique et de toute condamnation encourue pour attentat aux mœurs, à la condition toutefois que la victime ne soit autre que l'enfant lui-même. Sur ce point le législateur hollandais s'est donc montré moins large que la loi italienne.

Portugal. — Le législateur Portugais consacre à la fois la suspension et la déchéance de la puissance paternelle et c'est du même coup reconnaître le droit d'intervention des tribunaux, car c'est à eux qu'il appartient de reconnaître les causes de suspension.

La déchéance de la puissance paternelle résulte

(1) Voir législation française sur ce point.

de « toute condamnation criminelle des parents à une peine emportant interdiction perpétuelle d'exercer cette puissance (Code pénal de 1887 de 55 et suiv. 77 et 405.

Si la condamnation est encourue pour un délit seulement, le juge peut alors et à titre de titre de peine accessoire prononcer la suspension de la puissance paternelle pour un temps plus ou moins long et qu'il lui appartient de déterminer.

Espagne. — Le Code espagnol de 1889 permet aux tribunaux de priver les parents de leur autorité ou d'en suspendre l'exercice quand ils traitent leurs enfants « avec une dureté excessive et quand ils leur donnent des ordres, des exemples, ou des conseils pernicieux ».

Russie. — Le contrôle des pouvoirs publics est largement reconnu par la législation russe qui permet de prononcer la déchéance de la puissance paternelle même en dehors de tout délit pour ce seul fait que le caractère trop dur du père ou ses vices peuvent être un danger pour l'enfant.

La même déchéance résulte *ipso facto* de toute condamnation aux travaux forcés, à la déportation en Sibérie avec perte de tous droits civils et politiques, pour l'excitation à la débauche. Trait particulier de cette législation : la déchéance est encourue par

tout individu reconnu coupable d'avoir abjuré la religion orthodoxe. La loi polonaise du 13 juin 1825 contient elle aussi une disposition originale. Son art. 414 dispose en effet que les parents non chrétiens ne pourront pas exercer la puissance paternelle sur leurs enfants chrétiens.

A côté de ces législations d'autres sont allées plus loin : elles ont admis le contrôle des tribunaux non pas seulement à titre répressif mais encore à titre préventif et souvent même elles ont délégué ce pouvoir de contrôle à des autorités spéciales.

Depuis une loi du 5 juillet 1875 il existe en Prusse des tribunaux de tutelle qui peuvent en cas de simple négligence des parents prononcer la déchéance des droits de garde et d'éducation.

Le propre du Code civil allemand qui dans quelques mois entrera en vigueur impose le contrôle de l'Etat, contrôle exercé par les tribunaux de tutelle. Ceux-ci sont à cet effet investis d'un pouvoir d'appréciation des plus larges. Il peuvent en effet ne retirer au père que tel ou tel attribut de la puissance paternelle. Ils peuvent aussi le suspendre d'une façon générale dans l'exercice de son autorité. Ils peuvent enfin l'en déclarer déchu.

En Suisse les autorités tutélaires jouent à peu près le même rôle que les tribunaux de tutelle prussiens. Elles exercent une surveillance très active sur les

parents tentés d'abuser de la puissance paternelle et peuvent suivant les circonstances en prononcer la suspension ou la déchéance.

Un père autrichien maltraite-t-il son enfant, deux avertissements successifs lui sont donnés et à la troisième récidive la déchéance est prononcée. L'autorité pupillaire nomme alors un curateur et peut placer l'enfant chez un particulier ou au sein d'une société de bienfaisance.

Angleterre. — Etats-Unis. — Dans l'un comme dans l'autre de ces pays, le droit de contrôle de l'Etat sur l'exercice de la puissance paternelle n'a jamais été mis en doute et la législation aussi bien que les coutumes l'ont toujours reconnu. Mais le trait original de ces législations c'est la large part qu'elles ont faite à l'initiative privée pour la solution du grand problème de la prostitution de l'enfance.

C'est à la charité privée qu'on s'en est remis du soin de provoquer la déchéance de la puissance paternelle, de recueillir et d'élever les enfants abandonnés. Mais l'on a eu soin de mettre à leur disposition un moyen énergique pour repousser les revendications des parents indignes, revendications qui ont paralysé en France tous les efforts des sociétés privées.

Deux « act » de 1854 et 1857 ont successivement créé en Angleterre les « écoles de reformes », et les

« écoles industrielles ». Elles peuvent l'une et l'autre être établies par l'initiative privée et l'une et l'autre ont le pouvoir de provoquer une déchéance au moins temporaire de la puissance paternelle.

En effet depuis l'act du 22 sept. 1893 (1) qui a modifié sur ce point l'act de 1854 le juge peut envoyer dans « une école de réforme » pour trois ans au moins et cinq ans au plus les enfants mineurs de 16 ans coupables d'une infraction punissable de servitude pénale ou d'un emprisonnement de plus de dix jours.

Quant aux écoles industrielles, elles sont destinées à recevoir 1° les enfants rencontrés errants ou recevant l'aumône ; 2° les mineurs de douze ans accusés d'une infraction punissable d'emprisonnement mais qui n'ont jamais encore été condamnés pour « felony » en Angleterre et « Theft » en Ecosse c'est-à-dire pour un fait criminel ; 3° les mineurs de 14 ans dont les parents sollicitent l'intermement.

4° Enfin les mineurs de 14 ans entretenus soit « dans un vorthouse » soit dans une école de pauvres, qui sont déclarés insoumis (refractay) et dont les parents ont été condamnés à la servitude pénale où à l'emprisonnement.

Des « act » postérieurs sont encore venus renforcer le pouvoir de contrôle des sociétés privées.

(1) Annuaire de législ. étrangère 1894, p. 34.

Celui du 26 août 1889 a déclaré que toute personne ayant la garde d'un enfant et qui aurait été condamnée ou forcée de fournir caution à raison des faits visés par la loi, pouvait être privée par les « Petty sessional court » c'est-à-dire par une juridiction composée de deux juges de paix ou d'un magistrat, de la garde de cet enfant qui sera confié à un particulier ou à une société charitable jusqu'à l'âge de 16 ans ou plus.

L'« act » du 17 août 1894 est encore plus audacieux ; tout particulier peut arrêter de son propre chef la personne qui en sa présence commet sur un enfant un acte délictueux prévu par le texte. Il le peut à la seule condition de dire au juge ce qu'il a vu sous la foi de serment et le magistrat est alors obligé de délivrer à ce particulier un mandat lui permettant de rechercher l'enfant et de le placer en sûreté jusqu'à ce qu'une décision définitive interviene.

A fortiori ce qu'un simple particulier peut faire, les sociétés de protection de l'enfance dont les intentions philanthropiques et l'esprit de charité sont reconnus d'avance peuvent aussi l'accomplir.

Il en est de même aux Etats-Unis.

L'impression générale dominante qui se dégage de cette législation, c'est au dire de M. Roussel « L'admiration qui s'est imposée à nous pour la puissance de l'initiative privée et de l'association

pour la grandeur des œuvres de la charité libre, et en même temps pour le parfait accord de ces forces libres avec les pouvoirs publics, accord auquel ces grandes œuvres doivent en grande partie leur force et leur développement » (1).

Aussi avons-nous vu surgir à New-York des établissements privés tel que le « Juvenile Asylum » toujours prêts à recevoir les enfants maltraités ou abandonnés et qui sont garantis par la loi elle-même contre la revendication que nous avons vu émaner impunément en France des parents indignes.

Dans l'état de Massachussets, il fonctionne une agence de l'état tout particulièrement chargée de la surveillance des délinquants mineurs et si l'agent de l'état fait constater par le juge que tel père est indigne de ce nom il peut se faire investir de l'exercice de la puissance paternelle ou demander qu'une institution charitable en soit chargée.

Bien plus en Angleterre comme en Amérique, les sociétés privées jouissent sous le contrôle des tribunaux d'un droit d'avertissement. Avant d'exercer les poursuites elles menacent les coupables et le plus souvent tout rentre dans l'ordre sur cette simple menace.

Voici en effet quelques chiffres attestés par les statistiques.

En 1895, 14.000 cas de « sévices, de délaisse-

(1) Rapport de Roussel au Sénat. t. III, p. 566 et suiv.

ments, d'actes pouvant compromettre la moralité de l'enfance », ont été signalés à la Société nationale ». Sur ces 14.000 cas, la société n'a intenté que 2.098 poursuites qui ont abouti à 2.700 condamnations (plusieurs personnes ayant été condamnées sur la même plainte). Dans les autres cas, les avertissements ont suffi » (1). « Je vois a déclaré M. Milliard (au Sénat), garde des sceaux, qu'aux Etats-Unis la grande Société de New-York a reçu 60.000 plaintes en 17 ans. Elle a exercé 21.000 poursuites et obtenu plus de 20.000 condamnations.

« Si nous passons en Angleterre nous voyons que la grande société protectrice de l'enfance de Londres a exercé depuis 1884 jusqu'en 1895, 8.577 poursuites sur lesquelles elle a obtenu 8.135 condamnations c'est-à-dire plus de 95 0/0. « La Société de Londres a délivré, depuis sa fondation 45.000 avertissements qui n'ont pas été suivis d'actions en justice. « De telle sorte que ces associations bienfaisantes peuvent éviter bien des poursuites grâce aux droits qu'elles ont d'en exercer.

De tels résultats ne pouvaient manquer d'impressionner le législateur français. C'est de là qu'est née notre loi du 24 juillet 1889.

(1) Berthelemy *Rev. Pédag Ext.* p. t. n° 15 avril 98.

(2) *Ibid.*

TROISIÈME PARTIE

Caractères de la déchéance de la puissance paternelle d'après la loi du 24 juillet 1889.

La loi du 24 juillet 1889 a définitivement organisé en France la déchéance de la puissance paternelle et d'un seul coup, cette loi nous a replacé à l'avant-garde des nations civilisées qui marchent à la solution du problème de la protection de l'enfance. Elle a pour titre « Loi sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés ».

Nous n'entreprendrons pas d'en faire le commentaire détaillé. Aussi bien tout le titre II est étranger à notre sujet.

Nous rechercherons donc simplement quels étaient sous l'empire de cette loi les caractères de la déchéance de la puissance paternelle.

CHAPITRE PREMIER

1^{er} CARACTÈRE. — DÉCHÉANCE TANTÔT OBLIGATOIRE, TANTÔT FACULTATIVE

Section I. — Cas de déchéance obligatoire.

Un premier caractère nous est révélé par la distinction très précise que font entre les cas de déchéance les deux premiers articles de notre loi.

Dans les cas énumérés à l'article 1^{er} la déchéance est encourue de plein droit. Elle s'impose au juge et résulte *ipso facto* des condamnations suivantes :

1^o Condamnation par application de l'article 334 al. 2 du C. P. Ce n'était que justice ; c'était combler une lacune que nous avons signalée dans notre 1^{re} partie, car nous allons voir bientôt que la déchéance ainsi encourue était beaucoup plus complète que celle édictée dans l'article 335 C. P.

2^o Condamnation comme auteur, co-auteur ou complice d'un crime commis sur la personne d'un

ou plusieurs de leurs enfants soit comme auteur ou complice d'un crime commis par un ou plusieurs de ses enfants. Peu importe que la peine prononcée soit une peine correctionnelle ou une peine criminelle, mais il faut absolument pour que la déchéance soit encourue que l'infraction visée soit qualifiée crime par le C. P.

3° Deux condamnations comme auteur, co-auteur ou complice d'un délit commis sur la personne d'un ou plusieurs de ses enfants.

Il suffit ici que l'infraction visée soit un délit aussi la loi exige-t-elle deux condamnations au lieu d'une ; la récidive en effet donne à l'infraction un caractère de gravité suffisante pour que la déchéance s'impose.

Remarquons encore que la loi ne vise plus ici le cas où l'ascendant serait auteur, co-auteur ou complice d'un délit commis par un ou plusieurs de ses enfants. Il faut donc quand il s'agit de délit que ce délit soit commis sur la personne de l'enfant.

4° Deux condamnations pour excitation habituelle de mineurs à la débauche.

Section II. — Cas de déchéance facultative.

La déchéance au contraire n'est que facultative dans les cas suivants.

1^o Condamnation des père et mère aux travaux forcés à perpétuité ou à temps, où à la réclusion, comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime autre que ceux prévus par les articles 86 et 101 du C. P.

Cette exception vise les condamnations pour faits politiques et c'est avec raison qu'elle a été faite « c'est qu'en effet les actes qu'inspirent les passions politiques peuvent exiger l'intervention de la justice et l'application d'une peine comme sanction au trouble porté à la paix publique, mais ils ne permettent point de mettre en suspicion l'affection et la dignité paternelle de celui qui les a commis (1) ».

Dans l'hypothèse visée plus haut il est à remarquer que ce n'est pas le crime lui-même qui crée un danger pour l'enfant, mais bien la condamnation. Aussi le législateur s'est-il attaché pour permettre la déchéance non pas à la qualification de l'infraction, mais à la peine prononcée. Rien de plus sage et de plus logique.

2^o Deux condamnations des père et mère pour sequestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants ou pour vagabondage.

Il va sans dire que l'expression « père et mère » n'est aucunement limitative et comprend aussi les ascendants si ce sont eux qui exercent la puissance paternelle. Et cette observation est générale, c'est-

(1) Drücker, *op. cit.* p. 264.

à-dire qu'elle doit trouver son application dans tous les cas où la loi emploie l'expression « père et mère ». Nous n'y reviendrons donc pas.

Mais le texte de notre § peut prêter à l'équivoque : faut-il en effet qu'il y ait eu deux condamnations pour le même délit ou bien deux condamnations quelconques pour les faits prévus dans le paragraphe, suffiront-elles à entraîner la déchéance ?

Si le texte de 1884 proposé par la commission de la Chambre avait été voté sans modification, il n'y aurait aucun doute. Il contenait en effet l'incident qui suit « quelle que soit la combinaison des condamnations ».

Mais en présence du texte définitif, la question se pose, et M. Leloir l'a à notre avis tranchée d'une façon fort rationnelle. « Nous pensons, dit-il (1), qu'une distinction doit être faite entre les quatre premières incriminations qui toutes également ont le caractère de crimes ou délits contre l'enfance, incriminations dont l'énumération se termine par la simple conjonction alternative et le délit de vagabondage, que le législateur sépare des précédents par les deux mots « ou pour ». Si on s'en rapporte ainsi à la construction grammaticale de la phrase, on est amené à croire que le législateur de 1889 s'est relié au système d'après lequel la récidive n'est caractérisée qu'autant que les faits qui ont donné

(1) Leloir, C. de la p., p. I. p. 319 et 320.

lieu aux deux poursuites dérivent du même penchant coupable. On comprend dans ce système que les faits de sequestration, de suppression, d'exposition ou d'abandon d'enfants qui rentrent tous à peu près dans le même ordre d'idées, puissent servir en se combinant à caractériser la récidive spéciale organisée par notre texte, tandis que le fait de vagabondage distinct et tout à fait indépendant des précédents doit être apprécié séparément.

Notre conclusion est donc que la déchéance peut être encourue quand le père a été condamné une fois pour suppression et une fois pour exposition d'enfant mais qu'en matière de vagabondage il n'y a lieu à déchéance qu'après deux condamnations pour le même délit ».

3° Condamnation des père et mère par application de l'art. 2 al. 2° de la loi du 23 janvier 1873 ou des art. 1, 2, 3 de loi du 7 décembre 1874.

Ce paragraphe permet d'atteindre les parents reconnus coupables d'ivresse publique, et ceux qui emploient leurs enfants à des exercices périlleux ou à la mendicité.

Le cas d'ivresse, si fréquent de nos jours, constitue un réel danger pour l'enfant. Nous approuvons donc le législateur d'en avoir fait une cause facultative de déchéance.

Quant à la loi de 1874, nous nous sommes déjà expliqués sur ce point. Remarquons toutefois que

la disposition de notre paragraphe n'était pas inutile. Elle a en effet une portée beaucoup plus large que la loi de 1874.

Tandis que celle-ci ne permettait de prononcer la déchéance que contre les parents coupables d'avoir employé leurs enfants mineurs de 16 ans à la mendicité ou de les avoir livrés aux gens sans aveu dont parle la loi ; tandis que s'ils avaient eux-mêmes employé leurs enfants à des exercices périlleux ils n'étaient punissables que si ces enfants avaient moins de 12 ans, la loi nouvelle a supprimé cette double distinction d'âge et de parenté. Désormais la déchéance est encourue quel que soit l'âge de la victime et le lien qui l'unisse au coupable.

4° Condamnation des père et mère une première fois pour excitation de mineurs à la débauche.

Nous avons vu plus haut que, s'il survient une deuxième condamnation la déchéance s'impose.

5° Envoi des enfants dans une maison de correction par application de l'art. 66, C. p. Cette disposition réalisait le plus grand progrès. Elle permettait d'éviter qu'à la sortie de la maison de correction, l'enfant pût retomber sous l'influence pernicieuse des parents. Elle procurait aussi le moyen de couper court aux revendications intéressées des parents indignes.

Cette mesure se justifie par une présomption d'indignité ou d'incapacité qui résulte de ce que le tri-

bunal a refusé de remettre l'enfant à ses parents. Il semble juste, dit M. Brueyre, que le tribunal soit appelé à apprécier s'il ne convient pas de retirer la puissance paternelle à celui qui n'a pas su s'en servir pour surveiller l'éducation de ses enfants.

Malheureusement la même présomption existe contre le père condamné par application de l'art. 67.

Or la loi de 1889 était muette à ce sujet. Il y avait donc là une lacune à combler.

6° En dehors de toute condamnation la déchéance peut être encourue du fait des père et mère de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité de leurs enfants par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par les mauvais traitements.

Cette disposition conçue dans les termes aussi généraux est de nature à rendre les plus grands services à la cause des enfants maltraités. Grâce à elle le droit d'intervention des tribunaux que nous réclamions se trouve consacré par notre loi car il sera toujours possible de faire rentrer dans le cas d'inconduite, les espèces qui n'ont pas été visées aux paragraphes précédents et que la pratique seule peut révéler.

Remarquons toutefois que pour éviter l'arbitraire des tribunaux et bien délimiter sa pensée, le législateur a exigé que l'inconduite fut « notoire et scandaleuse ».

Aussi le paragraphe 6 de l'art. 2 a-t-il conquis tous nos suffrages.

Section III. — Appréciation de ce caractère.

Nous dirons peu de chose relativement à ce premier caractère de la déchéance sous la loi de 1889. En effet il était imposé par la force même des choses. Il était rationnel de distinguer selon la gravité des délits qui pouvaient motiver la déchéance, et puisque cette distinction s'imposait sa sanction devait nécessairement résider en premier lieu dans le caractère, tantôt facultatif, tantôt obligatoire de la déchéance. Nous donnons donc sur ce point notre entière approbation à la loi de 1889.

Mais nous aurons à nous demander bientôt si cette distinction n'aurait pas dû rejaillir sur le second caractère que nous allons examiner.

CHAPITRE II

SECOND CARACTÈRE. — LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE EST TOTALE

Section 1. — Exposé.

Dans notre 1^{re} partie, nous avons reproché à l'art. 335 de n'avoir édicté qu'une déchéance partielle de la puissance paternelle dans des cas où certainement elle aurait dû s'étendre à toutes les prérogatives que comporte cette autorité.

Le législateur de 1889 semble avoir été si vivement préoccupé de cette insuffisance qu'il n'a pas hésité à consacrer le système d'une déchéance totale c'est-à-dire déchéance de tous les droits de la puissance paternelle et déchéance à l'égard de tous les enfants nés ou à naître.

Pour justifier ce système le législateur de 1889 a émis l'opinion que la déchéance de la puissance paternelle était avant tout une peine, et il a fait

découler de ce caractère que la déchéance devrait être absolue quant aux droits auxquels elle pouvait s'appliquer « les droits de la puissance paternelle ont des devoirs comme corollaires. Si les parents manquent à ces devoirs, ils ne peuvent plus revendiquer ces droits. Pas de devoirs, plus de droits » (1).

Aussi bien une peine ne pouvant être encourue vis-à-vis de certaines personnes seulement, le législateur de 1889 en vint à considérer la puissance paternelle comme un tout indivisible ; « Le Conseil, dit M. Courcelle-Seneuil, n'a pas compris qu'on pût être père à demi, ou au tiers ou au quart. Pour que la condition de l'enfant soit stable il faut qu'il soit placé sous l'une ou l'autre puissance et que celle du père soit entière ou ne soit pas » (2).

Peut-être devrions-nous voir dans ce caractère un contre-coup du titre II de notre loi.

Le législateur en effet prescrivait formellement que dans les cas d'application du titre II les tribunaux devaient déterminer les droits qui ne seraient pas conservés aux parents. Or il fallait évidemment une différence entre les parents dont il est question dans ce titre et les coupables dont parle le titre I ; et c'est peut-être pour marquer cette différence qu'on s'est cru obligé d'édicter comme sanction

1) Drücker, *op. cit.* p. 359.

(2) Rapport au Sénat de 1888.

au titre I, une déchéance totale de la puissance paternelle.

Quoi qu'il en soit et quelque soit le motif qui l'ait fait voter le système n'en est pas moins passé dans le texte définitif et nous devons nous demander quelle en est la valeur.

Section II. — Critique

Tout d'abord nous remarquons avec M. Leloir (1) que l'argumentation de M. Courcelle-Seneuil reposait sur une confusion singulière ; ce qui est indivisible en effet, ce n'est pas la puissance paternelle, c'est la qualité de père. On ne peut pas être père à demi ou au tiers ou au quart, mais on peut fort bien n'exercer qu'une partie des droits de la puissance paternelle ».

D'autre part comment ne pas reconnaître avec M. Brueyre (2) que le cœur humain est ainsi fait que dans l'être le plus dégradé il y reste des coins qui n'ont pas été souillés et que par exemple telle mère ou tel père, « pour des raisons que la raison ne connaît point », est féroce pour un de ses enfants qui entoure les autres de l'affection la plus tendre ».

(1) Leloir, *Bull. soc. générale des prisons* 98, p. 371.

(2) Brueyre, Rapport au Comité de défense des enfants tra-
duits en justice, p. 19.

Et même est-il besoin que le cœur d'un père soit souillé dans l'une de ses parties au moins pour trouver la cause de son peu de tendresse paternelle. — Ne pouvons-nous pas supposer en effet qu'il ait de justes raisons de douter de sa paternité vis-à-vis de tel ou tel de ses enfants, ou plutôt des enfants que la loi lui attribue. Bien plus, il en aura dans certains cas la certitude absolue. Que de fois, en effet, dans la classe ouvrière surtout, un jeune homme, séduit momentanément par les charmes d'une fille-mère consent à l'épouser malgré sa faute et à reconnaître un enfant de deux ans, par exemple, alors qu'il a vu la mère pour la première fois il y a un mois à peine.

S'il survient de nouveaux enfants dans le ménage, le père n'est-il pas excusable en quelque sorte de les chérir plus que le premier ? — Et dès lors, si ce père maltraite ce premier enfant sera-t-on obligé de le déclarer déchu de la puissance paternelle à l'égard de ses seuls enfants, parce qu'il les préfère à un autre qui n'est pas le sien ?

La loi était formelle. Mais elle semblait tellement exorbitante qu'on essayait de revenir à l'ancienne jurisprudence dont nous avons contesté la légalité et qui aurait permis de ne prononcer qu'une déchéance partielle.

Mais alors même que cette jurisprudence eut été légale, il était impossible d'y revenir après 1899. Cette jurisprudence, en effet, n'avait été créée qu'à

défaut d'une loi ; depuis que cette loi existe elle n'a plus de raison d'être. — Et cependant il s'est rencontré quelques auteurs pour soutenir l'affirmative sur cette question du maintien possible de l'ancienne jurisprudence.

La pratique antérieure, nous dit-on, n'a pas été abrogée par la loi de 1889. Cette loi n'en est que le couronnement et non la condamnation.

Nous répondrons simplement qu'une pratique illégale n'avait pas à être abrogée. Qui parle d'abrogation suppose un texte à abroger, or nous avons vu dans notre deuxième partie qu'il n'y en avait aucun. Qu'on ne vienne donc point prétendre que pour faire table rase de cette jurisprudence il eût fallu un texte formel. Mais on nous répond par le proverbe « qui peut le plus, peut le moins ». Si le législateur peut prononcer la déchéance totale, *a fortiori* pourra-t-il se borner à une déchéance partielle.

Je n'ai jamais beaucoup prisé les proverbes comme arguments juridiques et cette appréciation personnelle mise à part, j'ajouterai que l'argument ne porte pas. La loi nouvelle en effet a créé deux sortes de déchéances, l'une partielle, l'autre totale. Elle a donc prévu le plus et le moins et il est interdit à l'interprétation de créer de toutes pièces un troisième degré que le législateur a certainement prévu mais qu'il n'a point voulu reconnaître.

M. Boreau-Lajanadie en effet avait proposé un amendement tendant à autoriser les juges à graduer l'étendue de la déchéance suivant la culpabilité des parents. Or cet amendement a formellement été rejeté le 25 mai 1889. L'intention du législateur sur ce point a donc été des plus explicites.

Mais on a dit que les juges en s'arrogeant ce pouvoir discrétionnaire ne se placent pas dans la sphère d'application de la loi nouvelle.

Nous répondrons qu'ils ne peuvent pas se placer en dehors de cette sphère et qu'on nous dise alors à quoi serviraient les lois ?

Comment ! il y aurait de la part de ces juges, une simple réglementation ou une limitation mais non pas une déchéance même partielle de la puissance paternelle (1). Et l'on irait jusqu'à reconnaître que le but est le même tout en arguant de ce que le procédé serait différent !

N'est-ce pas jouer sur les mots ? On viendrait nous dire que le législateur de 1889 a voulu avant tout établir une échelle de mesures purement civiles.

Nous répondrons tout d'abord que si le caractère pénal de la disposition nouvelle était contraire aux promoteurs de la réforme, il a été par contre vivement préconisé par la Commission de la Chancellerie et aujourd'hui il ne fait de doute pour personne.

(1) Voir sur ce point M. Testard.

Aussi bien la question n'est pas de savoir ce que le législateur a voulu faire, mais bien ce qu'il a fait. Et même qu'a-t-on voulu faire réellement ? On a voulu avant tout codifier toutes les règles relatives au droit d'intervention des tribunaux dans les rapports de parents à enfants.

Le rapport de M. Courcelle-Seneuil révèle clairement que la première préoccupation du législateur était d'assurer à l'enfant une situation nette et stable. Or ce qu'on voulait faire a été réalisé. Peut-être, et c'est notre avis, s'est-on trompé sur le moyen à employer. On a cru que ce moyen ne pouvait être que d'édicter la déchéance totale. Mais si le législateur s'est trompé, nous sommes les premiers à lui adresser nos critiques sans nous reconnaître pour autant le pouvoir de nous substituer à lui et de créer la loi sous le prétexte de l'interpréter.

Nos adversaires nous diront encore que nous allons soulever à tout propos le problème délicat de la déchéance de la puissance paternelle « que pour écraser une noix nous allons mettre en mouvement le formidable pilon du Creusot » (1).

Que le reproche s'adresse au législateur ; quant à nous il ne saurait nous atteindre.

Aussi bien nous allons voir bientôt la loi de 1898 établir par son art. 4, une déchéance partielle de la puissance paternelle. Nous demandons dès mainte-

(1) Brueyre, *Bull. Soc. des prisons* 97, p. 994.

nant qu'on nous dise l'utilité de ce texte si la destitution du droit de garde était possible avant lui ?

Ainsi le système de la déchéance totale était inévitable. Et quand un père maltraitait un de ses enfants seulement, il fallait ou bien prononcer la déchéance à l'égard de tous les autres ou bien laisser l'enfant maltraité sous la garde de son bourreau (1). Et nous ne sommes point seuls de notre opinion ; « l'institution d'une telle pénalité, dit M. Taudière, nécessairement totale, toujours absolue, rappelle par certains traits la *cupitis deminitio* romaine, l'ancienne mort civile. Elle n'a de similaire dans aucune autre législation européenne même parmi les nations latines et remplace mal le système de réglementation partielle pratiqué en France sans texte jusqu'en 1889 dont la souplesse s'adaptait mieux aux diverses circonstances ». Taudière, *Traité de la puissance paternelle*. Paris 98, p. 414. Les mots « remplace » « jusqu'en 1889 » sont, ce nous semble assez significatifs.

(1) En ce sens, Seine 16 mars 1890 ; Leloir C. de la p. p. II, p. 387 ; Seine 26 mars 90 ; Leloir, *ibid* p. 388. Toulouse 3 juillet 90, S. 91, 2. 19 ; Villeneuve-sur-Lot 25 nov. 93, D. 94, 2, 395.

Section III. - Conséquences.

« Deux écueils sont à redouter dit M. Brueyre (1), ou les tribunaux prononceront des déchéances dans des cas où la mesure est plus rigoureuse que ne le comportent les circonstances, ou ils reculeront devant les conséquences de la déchéance et alors le but de protection que poursuit seul la loi ne sera pas atteint ce qui sera grand dommage ».

M. Taudière lui aussi constate cet effet malencontreux de la déchéance totale. « Quand l'indignité des parents, dit-il, ne sera pas absolue le système du tout ou rien, ne lui assurera-t-il pas une impunité complète ? ».

Aussi ne devons-nous point nous étonner outre mesure que jusqu'à ces temps derniers, le tribunal de la Seine n'ait pour ainsi dire pas appliqué la loi de 1889. Ou bien alors il prononcera la déchéance contre un père coupable « de n'avoir point empêché sa femme de maltraiter leur enfant pendant qu'il était absent pour son travail » (2). Et le tribunal de Pont-Audemer n'hésitera pas à frapper de cette peine un père inintelligent et sans énergie pour ce fait

(1) Seine 13 juin 91 ; Leloir *op. cit.* II, 453.

(2) 5 nov, 90 ; R. Inspect. Eure n° 14.

qu'il n'a pas su mettre un terme à l'inconduite de sa femme » (1).

Ainsi le système de la déchéance totale, dans tous les cas alors même qu'elle n'était que facultative, conduisait à des résultats déplorables.

Et l'on est en droit de s'étonner qu'il ait pu être consacré par le législateur français quand depuis longtemps d'autres pays en avaient reconnu les inconvénients.

Section IV. — Droit comparé.

Nous avons déjà dit plus haut qu'en Prusse, les tribunaux de tutelle peuvent, s'ils le veulent, ne prononcer à l'égard des parents négligents qu'une simple destitution des droits de garde et d'éducation.

Le projet du Code civil allemand consacre lui aussi le système de la déchéance partielle.

Le projet de loi belge, sur la protection de l'enfance déposé en 1889 enlève aux parents indignes la garde et l'éducation de leurs enfants (2).

Enfin l'Angleterre et l'Amérique avaient compris depuis longtemps déjà qu'il n'était point nécessaire pour assurer la protection de l'enfance de « soule-

(1) *Bull. Soc. des prisons* 1892 ; p. 451.

(2) Brueyre, Rapport au Comité, p. 20 et 21.

ver le redoutable problème philosophique et légal de la déchéance » (1).

« C'est ainsi qu'ont procédé les Anglais par les deux « act » du 10 août 1866, complétés par celui du 2 août 1880 et les Américains par celui de 1853 vis-à-vis des jeunes vagabonds et mendiants qu'une décision du juge provoquée en général par le Boys-Beadle (bedeau des enfants) agent de la société, suffit à envoyer dans une Industrial School, ou dans un Reformatory ; c'est ainsi que la nationale, « Society for preventing cruelty to Children », c'est-à-dire la société des enfants maltraités, s'est contentée d'abord de réclamer et ensuite d'obtenir une série de réformes de la législation de l'enfance, puis enfin l'act du 26 août 1889 imité de notre loi et qui donne le droit à la cour de Chancery et même aux simples tribunaux de police de confier la garde des enfants maltraités aux « gardiens des pauvres » ou à des particuliers qui demandent à s'en charger, le tout aux frais des parents.

Et les résultats ont été en proportion de la simplicité de la procédure car cette dernière société faisant office de plaignant a signalé en cinq ans 11.690 cas concernant 24.583 enfants. A la suite des 11.690 plaintes portées, 6.374 parents ont reçu un premier avertissement, 1.657 ont été poursuivis et

(1) Bruèyre, Rapport au Comité p. 21.

1.340 frappés de peines montant à 376 ans de prison et 13.000 fr. d'amende.

D'autre part 10.268 ont été laissés en surveillance chez leurs parents ou envoyés dans des Industrial Schools, un millier environ placés en tutelle par les gardiens des pauvres. « De pareils résultats aboutissant à une protection efficace de l'enfance malheureuse ou coupable sans recourir à la prononciation de la déchéance sont, on en conviendra fort concluants (1) ».

Conclusion. — « Etait-ce, en effet, indispensable dans les cas visés par l'art. 2 de recourir à un pareil déploiement de force publique, de recourir à la déchéance ? Si elle s'impose à la suite des condamnations de l'art. 1, ne suffirait-il pas pour arriver à prendre la protection de l'enfant de se borner à le confier à la garde de l'assistance publique par analogie d'ailleurs avec les enfants de l'art. 66 remis à l'administration pénitentiaire ? » (2).

Nous aurons bientôt à constater que le législateur français s'est enfin rendu à d'aussi sages sollicitations.

(1) La déchéance de la puissance, *France judiciaire*, 92, § XVI, p. 77, 1^{re} partie.

(2) Taudière, *op. cit.* p. 432.

CHAPITRE III

CARACTÈRES ACCESSOIRES

Tels étaient les principaux caractères de la déchéance de la puissance paternelle sous l'empire de la loi du 24 juillet 1889.

Nous avons constaté que l'un d'eux nous avait fourni l'occasion d'adresser à la loi de 1889 les plus vifs reproches.

Malheureusement cette loi était encore en butte à bien d'autres critiques.

§ 1.

On lui reprochait notamment de n'avoir point su pourvoir à la protection de l'enfant pendant l'instruction dirigée contre les parents.

Sans doute l'art. 5 permettait à la chambre du conseil d'ordonner « pendant l'instruction en déchéance et relativement à la garde et à l'éducation

des enfants, telles mesures provisoires qu'elle pouvait juger utiles ». Par le seul fait que la chambre du conseil seule était investie de ce pouvoir, ces mesures provisoires intervenaient beaucoup trop tard, alors que le mal qu'elles avaient pour but d'empêcher était déjà consommé. Il fallait du reste pour qu'elle puisse user de son droit qu'elle soit saisie de l'affaire. Or le ministère public pouvait ne pas la saisir. Il fallait qu'elle se réunisse ; cela exigeait des délais pendant lesquels le martyr continuait pour l'enfant et s'accroissait même en raison directe des ennuis qu'il causait aux parents.

Du reste si la loi permettait à la chambre du conseil de statuer sur les mesures provisoires, elle ne lui donnait aucun moyen de contrôler si sa décision avait été exécutée.

Qu'arrivait-il alors ? Les parents, même frappés de déchéance, emmenaient l'enfant, et tout étant dit, l'affaire était enterrée.

Aussi ne devons-nous pas nous étonner outre mesure que M. Brueyre ait pu constater que « l'art. 5 semblait inconnu aux magistrats ».

Il fallait donc qu'une personne autre que la chambre du conseil fut chargée du soin de statuer sur les mesures provisoires.

§ 2. — *Compétence des tribunaux répressifs à l'égard des mesures civiles qui accompagnent la déchéance.*

On reprochait encore à la loi de 1889 de n'avoir point donné aux tribunaux répressifs compétence absolue pour prendre les mesures civiles qui accompagnent la déchéance. On discutait très vivement sur le sens à attribuer à l'art. 9, § 1, ainsi conçu : « Dans les cas de déchéance de droit encourue par le père, le ministère public ou les parents désignés à l'art. 3 saisissent sans délai la juridiction compétente qui décide si dans l'intérêt de l'enfant, la mère exercera la puissance paternelle ». « Des magistrats, dit à ce sujet M, Brueyre (1), ont donc pu croire que la loi voulait seulement que le ministère public, dès la déchéance, s'occupât sans délai d'ailleurs de réclamer de la juridiction civile l'organisation de la tutelle et qu'elle déniait au tribunal ou à la Cour la compétence pour statuer sur la tutelle, même si les juges se considéraient comme ayant les éléments d'appréciation nécessaires ». Il y avait là une source de tergiversations et de retards qui pouvaient porter à l'enfant le plus grave préjudice.

(1) Berthelémy. Rapport au Congrès d'Assistance, Lyon 94, p. 9.

Et même dans certains cas le tribunal correctionnel ne pouvait pas prononcer la déchéance (1). Il y avait, en effet, une discordance étrange entre l'art. 9, § 2, et l'art. 2 de la loi.

L'art. 9, § 2, donnait aux tribunaux répressifs le pouvoir de statuer sur la déchéance quand ils prononceraient les condamnations prévues aux art. 1 et 2, §§ 2, 2, 3 et 4. Or l'art. 2 contient six paragraphes et, par conséquent, lorsque les tribunaux répressifs avaient à appliquer les paragraphes 5 et 6 de l'art. 2, ils ne pouvaient pas en même temps prononcer la déchéance. Il y avait là, à notre avis, une lacune regrettable.

§ 3. — *Rôle effacé de la charité privée dans la loi de 1889.*

Il est un principe général qui se dégage de l'étude attentive de la loi de 1889. C'est que le législateur s'est imbu de l'idée de la centralisation de la tutelle entre les mains de l'Etat.

Sans doute une tutelle de droit commun ou une tutelle officieuse pourront suppléer à la puissance paternelle qui vient de s'évanouir mais ce ne serait là que des espèces très rares. Presque toujours c'est l'assistance publique qui intervient et elle est

(1) Voir sur ce point Gallois : *La protection des enfants maltraités* p. 99.

investie *de plano* de tous les droits qu'on vient de retirer au père.

Sans parler des dangers sociaux que l'on voit déjà poindre au bout de la pente glissante qui conduit à la tyrannie de l'Etat, sans qu'il nous soit besoin d'exprimer une opinion politique dans un ouvrage exclusivement juridique, sans dire enfin avec M. Bourcart, que la loi de 1889 a fait triompher le système du socialisme, nous pensons fermement que l'Etat n'est pas le père de famille modèle et qu'il n'est point dans son rôle à exercer une fonction où l'affection et le dévouement doivent dominer.

Aussi bornons-nous à constater les conséquences de cette idée de centralisation de la tutelle.

Si l'Etat seul doit recueillir l'enfant, pourquoi d'autres que des fonctionnaires prendraient-ils le soin de signaler aux procureurs les abus qui se commettent dans l'exercice de la puissance paternelle. C'était d'un coup paralyser les efforts de la charité privée qui se serait montrée toute disposée à dévoiler la plaie si on lui avait permis de contribuer à sa guérison. Mais là encore la loi de 1889 était muette. Il n'y est dit nulle part qu'une société privée pourra après avoir poursuivi la déchéance, obtenir que la garde de l'enfant lui soit confiée.

C'était là une grave lacune car la charité privée a, dans cette mission que le cœur et le dévouement

dirigent, d'immenses avantages sur des fonctionnaires excellents, sans doute, mais toujours entravés par le formalisme administratif.

Et cette lacune était d'autant plus sensible que depuis longtemps, nous l'avons déjà dit, l'Angleterre et l'Amérique avaient trouvé le moyen de la combler.

Appendice. — Résultat de la loi de 1889. Nécessité d'une loi nouvelle.

Ainsi, et nous sommes obligés d'abrégier nos critiques, la loi de 1889 était loin de combler tous les desiderata qui l'avaient fait naître. Aussi ne nous étonnons-nous pas outre mesure qu'elle ait en grande partie manqué son but.

Au lendemain de sa promulgation M. G. Bonjean portait à 100.000 le chiffre des enfants qui devaient trouver le salut dans la loi de 1889. Et en 1896, le même M. Bonjean, est obligé de constater que 142 affaires de déchéance seulement ont été introduites pendant l'année sur une population de 3 millions 1/2 d'habitants et il ne peut, en songeant à son espoir déçu, s'empêcher de répéter avec le poète « *parturiunt montes, nascitur ridiculus mus* ». Les affaires dont est saisi le tribunal de la Seine, dit encore M. Bonjean (1), ne comprennent pas plus de 300 enfants. Mais je n'estime pas à moins de 10.000 le

(1) Bulletin Social des prisons, 97, p. 985.

nombre des malheureux qui devraient figurer dans cette statistique ».

Pensez, en effet, que pendant tout le cours d'une année 54 cas d'ivrognerie seulement ont été signalés au tribunal de la Seine, 74 cas d'inconduite ! Quand nous assistons tous les jours aux progrès effrayants de l'alcoolisme et de la prostitution !

M. Berthélémy lui aussi, reconnaît que les résultats de la loi de 1889 n'ont point correspondu à l'attente : « Au 1^{er} avril 1894, dit-il, l'effectif des enfants moralement abandonnés recueillis par l'administration publique non compris le département de la Seine, s'élève au nombre de 8.544. Un millier environ d'enfants ont été recueillis de même par les particuliers ou par les sociétés privées dont la loi nouvelle a suscité l'éclosion ou favorisé le développement. C'est donc dix mille enfants en moins, puisque le contingent de la Seine n'est pas compté, qui en 5 années viennent d'être arrachés au danger moral ».

Sans doute ces résultats sont encourageants, mais si nous comparons les chiffres de M. Berthélémy — ceux du résultat — aux chiffres de M. Bonjean — ceux de l'espoir — nous ne pouvons nous empêcher de constater que la loi de 1889 a manqué son but dans la proportion de 90 o/o.

Cela venait évidemment des imperfections que

nous avons signalées et par conséquent la France se devait à elle-même de ne point rester en arrière des nations civilisées et de procéder sans retard à une réforme aussi urgente.

QUATRIÈME PARTIE

Etude des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI

Au lendemain même de la promulgation de la loi de 1889 un congrès international se réunit à St-Petersbourg pour rechercher la véritable solution du problème de la protection de l'enfance.

Entre toutes les questions mises à l'étude par cette assemblée, nous relevons celle-ci : « comment pourrait-on écarter l'influence pernicieuse des parents ou tuteurs sur leurs enfants ou pupilles, lors de la libération conditionnelle de ces derniers et en général depuis l'expiration du terme de leur condamnation jusqu'à l'époque de leur majorité » (1) ?

(1) Voir *Congrès Pénitentiaire International* Paris 1895, IV^e Sect. p. 72.

Et ce congrès n'hésita pas à reconnaître à l'Etat, dans des cas exceptionnels « le droit de restreindre la puissance paternelle, de la limiter et même de l'éliminer complètement en la remplaçant par la sienne propre (1). Il n'est plus question disait encore M. Karniki, (2) de restriction de la puissance paternelle par la voie judiciaire, mais en général du droit des pouvoirs publics d'obliger les parents d'un enfant qui serait absolument récalcitrant de le placer dans un établissement d'éducation....

Il s'agit alors des cas où le droit de garde par l'Etat pourrait être utilement substitué à la déchéance de la puissance paternelle, remarquons-le non pas à cette puissance elle-même ».

L'idée d'une simple destitution du droit de garde destinée à remplacer la déchéance de la puissance paternelle quand cette mesure était exorbitante s'était donc fait jour au congrès de St-Pétersbourg dès 1890.

Le Congrès de Paris de 1895 devait aller plus loin :

Après avoir consacré d'une façon définitive le principe suivant : « la privation du droit de garde doit pouvoir être, dans tous les cas dont les tribu-

(1) De Moldenhauer, président du tribunal de Varsovie au Congrès de St-Pétersbourg, V. *Congrès pénitentiaire* Paris 1895, IV^e Sect. p. 81.

(2) Karniki, *ibid*, p. 74 et 75.

naux seraient appréciateurs substitué à la déchéance de la puissance paternelle » le congrès reconnut d'une manière générale le droit des tribunaux de répression de statuer eux-mêmes sur la destitution de la garde.

C'était combler une lacune que nous avons signalée plus haut.

Tous ces travaux devaient porter leurs fruits. La réforme était imminente. C'est à M. Odilon Barrot que revient l'honneur de l'avoir provoquée.

En effet au commencement de l'année 1897, cet honorable député déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ainsi conçue : « Dans les cas prévus par la présente loi (celle qui devait être la loi du 19 avril 1898) le juge d'instruction pourra en même temps qu'il décernera un mandat de dépôt contre l'accusé, ordonner que jusqu'au jugement la garde de l'enfant sera provisoirement confiée à un ascendant, à un parent ou à une personne qu'il désignera ou même à l'assistance publique.

Cette ordonnance devra être confirmée par le tribunal à sa première audience (1).

Tel fut le germe des art. 4 et 5 de la loi de 1898 dont le texte définitif est ainsi rédigé.

Art. 4 « Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants ou sur des enfants, le juge d'ins-

(1) V. C. P. intern., IV^e Sect. p. 212.

truction commis pourra en tout état de cause ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera ou enfin à l'assistance publique.

Toutefois les parents de l'enfant jusqu'au 5^e degré inclusivement, son tuteur ou son subrogé-tuteur et le ministère public pourront former une opposition à cette ordonnance; l'opposition sera portée à bref délai, devant le tribunal, en chambre du conseil, par voie de simple requête.

Art. 5. Dans les mêmes cas les cours et tribunaux saisis du crime ou du délit pourront, le ministère public entendu statuer définitivement sur la garde de l'enfant.

Quelle réforme ces articles ont ils opérée dans les caractères de la puissance paternelle? Telle est la dernière question qu'il nous reste à résoudre.

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DE 1898 CRÉE UNE DÉCHÉANCE PARTIELLE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

On peut dit M. Gallois (1), caractériser d'un mot la réforme accomplie : la loi nouvelle a organisé la destitution du droit de garde. Elle a donc créé une déchéance partielle de la puissance paternelle, qu'il nous faut envisager à deux points de vue différents.

§ 1. — *Déchéance partielle quant aux attributs de la puissance paternelle*

Qu'est-ce donc que la « garde » ? et de quel droit se trouve privé le père à qui la loi de 1898 l'enlève ?

Tout d'abord il est hors de doute que la garde comprenne le droit de disposition de la personne de l'enfant, c'est-à-dire le droit d'assigner à l'enfant un

(1) Gallois, *op. cit.* p. 172.

lieu de résidence qu'il ne pourra quitter sans permission. C'est là en effet l'essence même de la garde.

Mais la garde comprend encore d'autres droits ; elle les suppose nécessairement et par conséquent ils devront la suivre entre les mains de ceux à qui elle passe. Nous voulons parler des droits d'éducation et de correction.

Quant au droit d'éducation l'intention du législateur n'est pas douteuse : « le but essentiel à rechercher, a déclaré M. Berenger (1) est beaucoup moins assurément la privation de l'ensemble des droits résultant de la puissance paternelle, que celle d'un seul de ces droits, celui dont le maintien en des mains indignes peut être le plus fatal à l'enfant, celui qui comporte l'exercice direct et constant de l'autorité et implique la direction de l'éducation journalière, c'est-à-dire du droit de garde.

De même le droit de correction en est inséparable juridiquement et pratiquement.

Pratiquement comment voulez-vous corriger un enfant sans en avoir la garde ? et comment le tiers investi du droit de garde pourrait-il l'exercer sans le droit de correction. « Ne serait-il pas inadmissible, a déclaré M. Bérenger, que l'on fut obligé d'avoir recours au tribunal à chaque cas d'inconduite (2) ».

(1) Berenger, Rapport au Sénat ; Annexe 69 ; Année 1898.

(2) Berenger, *Bulletin Social des prisons* 99, p. 78.

Juridiquement, car si le père déchu du droit de garde, conservait celui de correction, il pourrait en requérant l'internement de son enfant faire échec à l'arrêt qui aurait confié la garde à une société charitable.

Telles sont les prérogatives enlevées au père par la loi de 1889, l'interprétation restrictive s'imposant ici, nous sommes d'avis qu'il conservera toutes les autres.

§ 2. — *Déchéance partielle à l'égard des enfants.*

La garde suppose avant tout un lien matériel, une cohabitation si l'on veut et pourtant si l'on ne retire au père que l'un de ses enfants, il va sans dire qu'il conserve sur les autres la puissance paternelle pleine et entière.

Or s'il est prouvé que le père ne maltraitait qu'un seul de ses enfants ou deux ou trois, et qu'il remplit à l'égard des autres tous les devoirs d'affection paternelle, on se bornera évidemment à lui retirer celui ou ceux qu'il maltraite.

On se souvient quels effets désastreux la déchéance, à ce point de vue, avait produits. C'était pour nous la principale cause de la non application de la loi de 1889.

CHAPITRE II

GÉNÉRALITÉS DE LA MESURE

La destitution du droit de garde est plus générale que la déchéance de la puissance paternelle.

Tandis que la loi de 1889 ne prononçait la déchéance de la puissance paternelle que dans des cas strictement délimités, la loi de 1898 édicte la destitution du droit de garde en se servant des termes les plus généraux.

En effet les art. 4 et 5 de notre loi pourront s'appliquer dans tous les cas de délits ou de crimes par enfants ou sur des enfants : il est difficile de concevoir une expression plus vague, et par conséquent une telle disposition rendra certainement les plus grands services à l'enfance malheureuse et même à l'enfance coupable, car il sera possible d'y faire rentrer une foule d'espèces que ne prévoyait pas la loi du 24 juillet 1889. Ainsi se trouve comblée une lacune de l'art. 67 que nous avons constatée plus

haut. Les mots « par enfants » notamment constituent une innovation des plus heureuses. Ils permettent, en effet, de combler une lacune de l'art. 66 que nous avons déjà signalée. Grâce à notre texte l'enfant pourra éviter la maison de correction et trouver au sein d'une association charitable les soins presque maternels que réclame souvent son jeune âge.

Malheureusement le législateur de 1898 a été trop vivement préoccupé de faire œuvre de répression et la loi de 1898 est avant tout une loi pénale. Son titre du reste l'indique bien clairement.

Aussi a-t-on supposé qu'il y aurait toujours crime ou délit et par mégarde on a exigé cette condition pour l'application de nos art. 4 et 5.

Or il pourra se faire dans certains cas que la destitution du droit de garde apparaisse comme une mesure excellente, même en dehors de tout crime ou délit. Elle ne pourra pas être prononcée. Du reste par qui le serait-elle, puisque ce sont les tribunaux de répression seuls qui en ont le pouvoir. S'il n'y a point de délit, ils ne seront pas saisis. Il y a là à notre sens une lacune regrettable.

Il est du reste curieux de remarquer que cette inattention du législateur a créé une *inelegantia juris* entre nos art. 4 et 5 et les art. 2 et 6 de la loi de 1889.

Cet article, nous l'avons vu, permet de prononcer la déchéance totale de la puissance paternelle et

même en dehors de toute condamnation, contre les père et mère qui par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse..... compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants.

Il n'est point question ici du moindre délit et pourtant la déchéance totale de la puissance paternelle est possible. N'eut-il pas été rationnel de permettre aussi la destitution du droit de garde qui somme toute, est une peine moindre et qui dans les cas d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notoire nous semble être la mesure la plus appropriée aux circonstances?

Il convient aussi de s'expliquer sur le mot « enfant » que la loi emploie. N'ayant établi aucune limite, on s'est posé la question de savoir jusqu'à quel âge on était un « enfant ».

Peut être pouvait-on prétendre que puisqu'il n'y a pas de limite, la mesure édictée concerne tous les mineurs de 21 ans.

Nous ne saurions accepter cette opinion car il est bien certain qu'à partir de 16 ans au moins on n'est plus un enfant. Il faut alors torturer le sens des mots et pour cela sortir évidemment du texte.

Aussi a-t-on pensé à fixer cette limite à l'âge de 15 ans par analogie avec l'art. 1^{er} de la loi de 1898.

Nous ne voyons nulle part la raison de cette analogie. L'art. 1^{er} vise un cas particulier : il édicte une

peine. L'art. 4, au contraire, prescrit une mesure générale et dont les conséquences sont avant tout d'ordre civil.

Nous verrions plutôt une analogie entre nos art. 4 et 5 d'une part et l'art. 66 du C. P. et le tit. II de la loi de 1889 d'autre part. Or, partout dans ces textes il est question de la limite de 16 ans. On devra donc, à notre sens, adopter la même limite pour l'application de notre loi.

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sur la généralité édictée sans regretter avec M. Gallois (1), « que la loi n'ait pas étendu la disposition bienfaisante de l'article 4 aux incapables hors d'état de se protéger eux-mêmes » dont parle l'art. 2... Nous souhaitons que cette erreur soit réparée au plus tôt, nous sommes même étonnés qu'elle ait pu se glisser, puisque c'est dans la même loi que fut créée la nouvelle formule, « incapable hors d'état de se protéger eux-mêmes » et que les motifs étaient les mêmes pour l'introduire dans l'art. 4.

(1) Gallois, *op. cit.* p. 185.

CHAPITRE III

DÉCHÉANCE TOUJOURS FACULTATIVE

Il est à remarquer quelle circonspection, quelle délicatesse même le législateur a mises à accomplir la réforme.

Il n'a pas voulu imposer au juge la moindre obligation de se servir de l'instrument si précieux qu'il mettait entre ses mains.

Tandis que la déchéance de la puissance paternelle, était tantôt obligatoire, tantôt facultative, la destitution du droit de garde n'est toujours et dans tous les cas que facultative. Le législateur s'en est remis complètement au juge du soin de décider si la mesure édictée devait s'appliquer à l'espèce, et il ne pouvait agir avec plus de raison. La question à trancher comportait en effet les plus fines nuances et il n'était pas du devoir du législateur de les analyser. Il eût même été dans l'impossibilité de le faire. Du reste, la loi de 1898 n'a point abrogé celle de 1889.

Elle est venue seulement se juxtaposer à elle pour la compléter, et ces deux lois s'appliqueront souvent d'une façon simultanée.

Il n'est point de réforme plus sage. Supposons en effet qu'en l'espèce, la déchéance de la puissance paternelle soit de plein droit. La loi de 1889 nécessairement devra être appliquée. Mais est-ce à dire pour cela qu'il n'y a pas d'intérêt à confier l'enfant à un particulier ou à une société charitable. Bien au contraire. Eh bien, c'est là qu'interviendra la loi de 1898; c'est là son utilité : la loi de 1889 s'était surtout occupée de punir le coupable, celle de 1898 a comme but essentiel de protéger la victime. Elles n'ont donc point le même objet et par conséquent aucune contradiction, aucun conflit n'est possible entre elles.

Et si nous sommes en présence d'un cas motivant l'application de l'article 2 de la loi de 1889, le pouvoir du juge est encore plus étendu. Désormais il a à sa disposition deux moyens différents. A lui de voir si l'espèce qui lui est soumise nécessite la déchéance de la puissance paternelle ou la simple destitution du droit de garde.

Nous ne pouvons qu'approuver sans réserve ce large pouvoir d'appréciation accordé au juge, car nous avons la plus grande confiance en sa sagesse et en sa perspicacité.

CHAPITRE IV

DÉCHÉANCE A DEUX DEGRÉS PROVISOIRE ET DÉFINITIVE

Mais nous touchons à notre but et le dernier caractère de la déchéance de la puissance paternelle que nous ayons à signaler est peut-être celui qui a réalisé le plus grand progrès.

Nous avôns rappelé dans notre troisième partie de quelles lenteurs la procédure était entravée sous l'empire de la loi de 1889. Aujourd'hui l'enfant pourra être secouru dès le début de cette procédure. Ce n'est plus en effet la Chambre du conseil qui statue sur son sort, c'est le juge d'instruction lui-même et par conséquent l'enfant pourra être arraché du milieu de corruption où il ne peut que se pervertir avant même que les parents soient déclarés coupables.

Toutefois comme il faut avant tout se garder de l'arbitraire et chercher à éviter l'impression du moment, trop vive souvent et de nature à dicter des

résolutions spontanées, mais qu'on regrettera bientôt, la décision du juge d'instruction ne sera que provisoire et le législateur a investi tous ceux que la nature a préposés à la tâche de protéger et d'aimer l'enfant d'un droit d'appel ou d'opposition contre elle. Mais s'il n'est signifié aucune opposition, s'il n'est interjeté aucun appel, il est dès lors établi que la décision du juge d'instruction était sage et juste. Aussi les cours et tribunaux pourront-ils intervenir pour la rendre définitive et remarquons qu'ils ne sont point liés eux non plus, dans cette mission. Alors même qu'aucun parent n'aurait formé opposition ou interjeté appel, ils ont le droit de faire une enquête et d'apprécier s'il convient réellement de confirmer la décision du 1^{er} juge.

Peut-on imaginer un système plus favorable à la cause de l'enfant. Il y gagne d'être protégé tout de suite et par le double contrôle exercé par les parents et par les juges du deuxième degré ; on peut être certain que la mesure prise au début ne deviendra définitive que si elle doit lui profiter.

CHAPITRE V

LARGE PART FAITE PAR LA LOI DE 1898 A L'INITIATIVE PRIVÉE

Nous ne pouvons terminer cette étude sans féliciter vivement le législateur de 1898 d'avoir fait à l'initiative privée la plus large part pour concourir à la solution du problème. La loi dispose en effet que dans tous les cas la garde de l'enfant pourra être confiée soit à une institution charitable soit à un particulier, soit à l'assistance publique à défaut des deux premiers. De tous côtés nous voyons surgir des sociétés protectrices de l'enfance. Le législateur a compris qu'il ne pouvait se priver bénévolement de facteurs d'autant plus puissants qu'ils sont libres et désintéressés.

La loi nouvelle sera donc un encouragement de plus à la charité publique et privée. Tous les cœurs généreux sachant qu'ils peuvent enfin arriver à leur but et confiants à l'avance dans la décision du juge

qui leur donnera la garde de l'enfant, rivaliseront d'ardeur et redoubleront encore de magnanimité,

Aussi la loi de 1898 mérite-t-elle à ce sujet les plus grands éloges. Elle nous a replacés d'un bond à la tête des nations humanitaires et nous n'avons plus rien à envier ni à l'Amérique ni à l'Angleterre.

CONCLUSION

Résumons-nous. Sous l'empire du C. c. la déchéance paternelle n'était que partielle et ne pouvait être prononcée que dans des cas où elle aurait dû être totale.

Avec la loi de 1889 elle devient totale, même dans les cas où elle aurait dû rester partielle.

Aussi le législateur de 1898 s'apercevant qu'on avait dépassé la mesure, consacra-t-il un système de déchéance partielle, tout en laissant subsister la loi de 1889 pour les cas où la déchéance totale resterait nécessaire.

Cette loi nous semble donc avoir remis toutes choses au point; malheureusement nous manquons encore des éléments nécessaires pour apprécier toutes choses sainement. Nous ne pouvons encore dire quels seront dans la pratique les résultats de la loi de 1898. Mais nous pouvons envisager l'avenir avec la plus grande confiance. Aussi bien cette confiance repose sur les motifs les plus sérieux. De tous côtés, en effet, ne voyons-nous pas une tendance

générale à s'occuper des questions humanitaires. C'est le Czar qui convie toutes les nations civilisées à se réunir pour délibérer en commun sur les moyens d'assurer à l'Europe une paix perpétuelle et de lui permettre ainsi de supprimer cette plaie sociale qu'on nomme le militarisme, qui, sans lui rendre aucun service, étouffe la patrie sous le poids des milliards qu'il exige !

Si la suppression de la guerre est une noble idée, elle ne tend après tout, qu'à protéger l'homme fait, l'homme en état de se défendre. Que devons-nous donc dire de la protection de celui qui par son âge même est incapable de se défendre.

Autrefois, du temps des preux, il n'était point de plus noble métier que d'être « redresseur de torts », c'est-à-dire que de sacrifier sa vie tout entière à la protection de la veuve et de l'orphelin.

Eh bien la France n'a pas dégénéré. Le problème de la protection de l'enfance doit passionner encore les dignes fils des Croisés. L'enfant par le seul fait qu'il est sans défense mérite tout notre dévouement. Dans notre siècle affranchi des préjugés d'autrefois il n'est point de cause plus noble et plus grande !

Songons aussi que la vie à notre époque est souvent amère. Eh bien ! que l'enfant n'en connaisse point trop tôt les angoisses, pour que l'homme mûr puisse un jour, au souvenir des années disparues,

sentir des larmes de regret lui mouiller les paupières.
Oh ! donnez surtout au vieillard qui va mourir
cette suprême consolation !

VU :

Le président de la thèse,
ANDRÉ WEISS.

VU :

Le Doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. — Plan de l'ouvrage.	I
--	---

PREMIÈRE PARTIE

La déchéance de la puissance paternelle d'après G. P.

Chapitre I. — Art. 335 C. P.	5
Preliminaires	5
§ 1 ^{er} 1 ^o Caractère ; Rareté	6
§ 2. 2 ^o Caractère ; Déchéance partielle	9
σ Point de vue des droits.	9
β Point de vue des enfants.	11
Chapitre II. — Art. 66 C. P.	14
Imperfections et lacunes	14

DEUXIÈME PARTIE

Période de transition

Chapitre I. — Législation	21
Section 1 ^{re} . Atteintes indirectes à la puissance paternelle	22
§ 1 ^o Lois du 22 Mars 1841 et du 19 Mai 1874	22
§ 2. Loi du 22 Février 1851.	25
§ 3. Loi du 23 décembre 1874.	26
§ 4. Loi du 28 mars 1882	27
Villebrun	8

Section 2. Atteintes plus directes à la puissance paternelle	27
§ 1. Loi du 5 août 1850	27
§ 2. Loi du 7 décembre 1874	31
1. Caractère, Déchéance facultative	31
2. Caractère, Déchéance totale	31
2 Quant aux droits	31
3 Quant aux enfants	32
§ 3. Conclusion	33
Chapitre II. — Jurisprudence	35
Section 1. Extention des art. 334, 335 C. P.	35
Section 2. Système du contrôle des tribunaux.	39
Question de la légalité.	40
§ 1. Argument. Sa réfutation.	41
§ 2. Argument. »	41
§ 3. Argument. »	41
§ 4. Argument. » Conclusion.	41
Chapitre III. — Influence de la charité.	47
Chapitre IV. — Droit comparé.	53

TROISIÈME PARTIE

Caractère de la puissance paternelle d'après la loi du 24 juillet 1889 63

Chapitre I. — 1 ^{er} Caractère, Déchéance tantôt facultative ; tantôt obligatoire	64
Section 1. Cas de déchéance obligatoire	64
Section 2. Cas de déchéance facultative.	65
Section 3. Appréciation de ce caractère	71
Chapitre II. — 2. Caractère, Déchéance totale.	72
Section 1. Exposé	72
Section 2. Critique : Question du maintien de l'anc. jurisprudence.	74
Section 3. Conséquences	80
Section 4. Droit comparé.	81

Chapitre III. — Caractères accessoires	84
§ 1. Mesures provisoires, qui peut les ordonner.	84
§ 2. Compétence des tribunaux répressifs à l'égard des mesures qui accompagnent la déchéance.	86
§ 3. Rôle effacé de la charité privée dans la loi de 1889.	87
Appendice. Résultats de la loi de 1889	89

QUATRIÈME PARTIE

La déchéance de la puissance paternelle d'après les art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898

Chapitre préliminaire. — Travaux préparatoires de la loi	93
Chapitre I. — Voir Caractère : déchéance partielle . .	97
§ 1. Quant aux attributs de la p. p.	97
§ 2. Quant aux enfants	99
Chapitre II. — 2. Caractère. Généralité de la mesure.	100
Chapitre III. — 3. Caractère. Déchéance toujours facultative.	104
Chapitre IV. — 4. Caractère. Déchéance à 2 degrés provisoire et définitive	106
Chapitre V. — Large part faite à l'initiative privée .	108
Conclusion.	110

